

ALLIER **INCLUSION** ET **TRANSITIONS** ÉCOLOGIQUE ET INDUSTRIELLE

Un florilège d'initiatives inspirantes



Table des matières

Introduction	2
1 - LOXY (Groupe Cèdre)	3
2 - Batterizy – APF Entreprises 34	6
3 - BETOBO	9
4 - APF Entreprises Alsace	12
5 - Ymca Services Occitanie	15
6 - AMIPI Industrie	18
7 - Envie 2E Aquitaine	21
8 – ESIAM	24
9 - WESTPLAST – Tripapyrus Environnement	27
10 - Ouest Cœur d’Estuaire Agglomération Nantaise (OCEAN)	30
11 - Soluval	33
12 - Confectio	36
13 – Atelier Résilience	39
14 – CYGOGNE	42
15 - CYCLOCARE	45
16 -REVIE-VERRE	47
17 - LE POTAGER DE MARIANNE	50
18 – Les Paniers de la Mer	54
19 – Jardin de Cocagne Angevin	58
20 – L’Atelier SIIS	61
21 – L’ESAT ECOD’AIR	64
22 – L’AITA	67
23 – GES Ulisse38	70
24 – Groupe ARCHER	73

Introduction

La transition écologique et la réindustrialisation figurent parmi les axes prioritaires des politiques publiques en France. Ces orientations, essentielles pour l'avenir du pays, ont des répercussions directes sur l'emploi et s'inscrivent dans l'objectif ambitieux du plein emploi. Pourtant, un paradoxe persiste : alors que les secteurs clés de ces transitions — rénovation énergétique, recyclage, agriculture durable, filières vertes ou circuits courts — **manquent cruellement de main-d'œuvre, 2,2 millions de personnes** restent durablement exclues du marché du travail, condamnées au chômage de longue durée.

Dans ce contexte, les **entreprises d'insertion, de travail adapté et protégé** (SIAE, ESAT, EA, EBE) apparaissent comme une solution évidente, mais sous-exploitée. Traditionnellement actives dans des domaines alignés sur les enjeux nationaux — sous-traitance industrielle, recyclage, agriculture locale —, ces structures ont fait leurs preuves : elles **embauchent des personnes éloignées de l'emploi**, les forment à des métiers porteurs, et les mettent au service d'activités à **haute valeur sociale et environnementale**. Leur modèle hybride, alliant accompagnement social et production économique réelle, est précisément ce dont la France a besoin pour **réussir ses transitions sans laisser personne de côté**.

Pourtant, leur développement est **bridé par des contraintes administratives et budgétaires**, alors même qu'elles génèrent des bénéfices nets pour les finances publiques. En effet les aides au poste, préfinancées par l'État, sont remboursées l'année même par les recettes et économies qu'elles induisent. **Le gâchis est flagrant** : des activités utiles à déployer, une main-d'œuvre motivée disponible, et des structures capables de les faire converger, le tout sans coût pour les finances publiques... mais des obstacles qui empêchent cette alchimie.

Pour répondre à ses objectifs, la France a besoin d'inclure toutes les forces dont elle dispose. **Exclure ces 2,2 millions de personnes, c'est se priver d'un levier unique** : une main-d'œuvre locale, encadrée et formée aux métiers de demain par des structures spécialisées. Les entreprises d'insertion, de travail adapté et protégé représentent ainsi une solution robuste pour **articuler inclusion sociale et réponse aux besoins économiques et écologiques**. Leur potentiel, s'il était libéré, pourrait inspirer de nouveaux modèles, anticiper les pénuries de compétences, et revitaliser les territoires ruraux ou périurbains où elles sont souvent des moteurs d'activité.

Ce recueil est une vitrine qui présente une vingtaine de dispositifs existants, autant de **"portes-étendards" inspirants** pour faire de l'inclusion un moteur des transitions de demain.

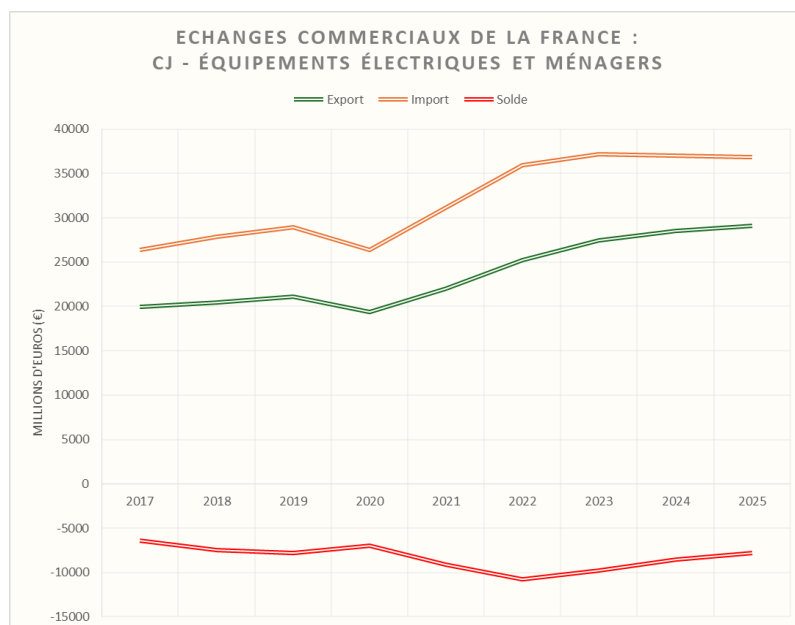
1 - LOXY (Groupe Cèdre)

Solid'lt

- **Statut juridique** : EA – Entreprise Adaptée
- **Date de création** : 2011
- **Effectifs** : 63 salariés, dont 35 en situation de handicap
- **Chiffre d'affaires** : 6 000 000€

L'enjeu :

- La France a importé pour 11 000 000 000€ (11Mds€) d'équipements électriques et ménagers en provenance de la Chine en 2025, tandis que notre solde commercial vis-à-vis du monde était déficitaire de près de 7,5Mds€ sur cette filière. Par ailleurs, ces importations représentent près de 10% du total des importations en provenance de la Chine. Cela constitue également près d'un quart de l'ensemble des importations françaises pour cette catégorie de produits. Or, à l'échelle mondiale, la Chine concentre près des trois-quarts de la production de Terres rares et 40% des réserves mondiales, qui sont des minéraux essentiels pour la production de matériel informatique et électronique. Un constat similaire au niveau continental a poussé l'Union Européenne à adopter en 2024 le **règlement (UE) n°2024/125 sur les matières premières critiques**, qui présentent un risque élevé de rupture d'approvisionnement en raison de la concentration de leurs sources et de l'absence de substituts de qualité et abordables et qui sont fixées au nombre de 34. Ce règlement a été suivi en décembre 2025, du **plan d'action RESourceEU** visant à en accélérer la réalisation. Ainsi, afin de lutter contre la dépendance des importations françaises, la revalorisation des produits électroniques et le recyclage des matériaux qu'ils contiennent représentent un enjeu stratégique primordial.



La solution :

- Collecte, audit/tri, recyclage et revalorisation des DEEE (matériel informatique, imprimantes, écrans, ordinateurs portables, téléphones portables, aspirateurs, trottinettes, machines à laver, etc.), effacement et broyage sécurisé de données numériques, sont autant de services proposés par l'entreprise adaptée Loxy.



Focus sur l'impact :

- **Promesse écologique :** Loxy récupère chaque jour 12 tonnes de déchets électriques sur son site situé à Saint-Ouen l'Aumône (95). Elle recycle 95% du matériel confié (pour 80% en moyenne sur le marché). Elle récupère les métaux rares contenus dans les appareils électroniques, contribuant à réduire la dépendance aux importations et évite l'enfouissement de composants toxiques, dont les métaux lourds, qui polluent durablement les milieux naturels et les sols.
- **Promesse sociale :** Loxy emploie 58% de salariés en situation de handicap, qui sont formés par la même occasion sur la filière d'avenir du recyclage des DEEE. Loxy offre à ces personnes un emploi stable, un métier qualifiant et un parcours professionnel réel, rendu possible par la diversité des postes (manutention, tri, démantèlement, réemploi technique, logistique, vente en ligne) qui permet d'accueillir des profils présentant des handicaps variés ; les entreprises clientes bénéficient d'un double levier RSE en confiant leurs DEEE à Loxy, leurs achats entrant dans le calcul de leur contribution AGEFIPH, tandis que l'engagement de la structure s'étend à l'international via des partenariats avec le Groupe Cèdre et ATD Quart Monde (équipes issues de milieux vulnérables en Italie, aux États-Unis et en Ukraine), et qu'une Académie d'Excellence a été lancée au printemps 2025 pour former chauffeurs et trieurs avec des modules pédagogiques adaptés aux différentes situations de handicap.

Modèle économique :

Du côté de l'offre, Loxy s'approvisionne en matière première (les DEEE eux-mêmes) auprès de ses clients entreprises et administrations qui lui confient leurs équipements en fin de vie, souvent à titre onéreux (avec parfois rachat par Loxy des matériels encore fonctionnels), et via son partenariat structurant avec l'éco-organisme Ecologic, qui lui délègue le traitement des DEEE professionnels de ses adhérents en Île-de-France ; du côté de la demande, ses clients sont des entreprises privées de toutes tailles (plus de 1 700 référencés), des collectivités et établissements publics (Ville de Paris, départements, universités, hôpitaux, OFPRA...) souhaitant externaliser la gestion conforme de leurs équipements électroniques en fin de vie, ainsi que des particuliers et des acheteurs de pièces détachées via sa boutique en ligne, ce double flux (revenus de collecte/traitement et revenus de revente de matières et d'équipements reconditionnés) constituant le socle d'un modèle d'économie circulaire où le déchet d'un acteur est la ressource d'un autre.

Contacts et infos pratiques :

- **Adresse :** 21 rue Saint-Hilaire, ZI du Vert Galant, 95310 Saint Ouen l'Aumône
- **Contact :** info-service@loxy.fr ; tmonfort@cedre.info | Tél : 01.30.30.40.21 ; 01.39.98.50.42
- **Site web :** <https://www.loxy.fr/>
- **Fiche L'Annuaire des Entreprises :**
<https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/entreprise/loxy-loxy-482644952>
- **Fiche Marché de l'inclusion :**
<https://lemarche.inclusion.gouv.fr/prestataires/loxy-95/>
- **Fiche Les emplois de l'inclusion :**
<https://emplois.inclusion.beta.gouv.fr/company/8781/card>

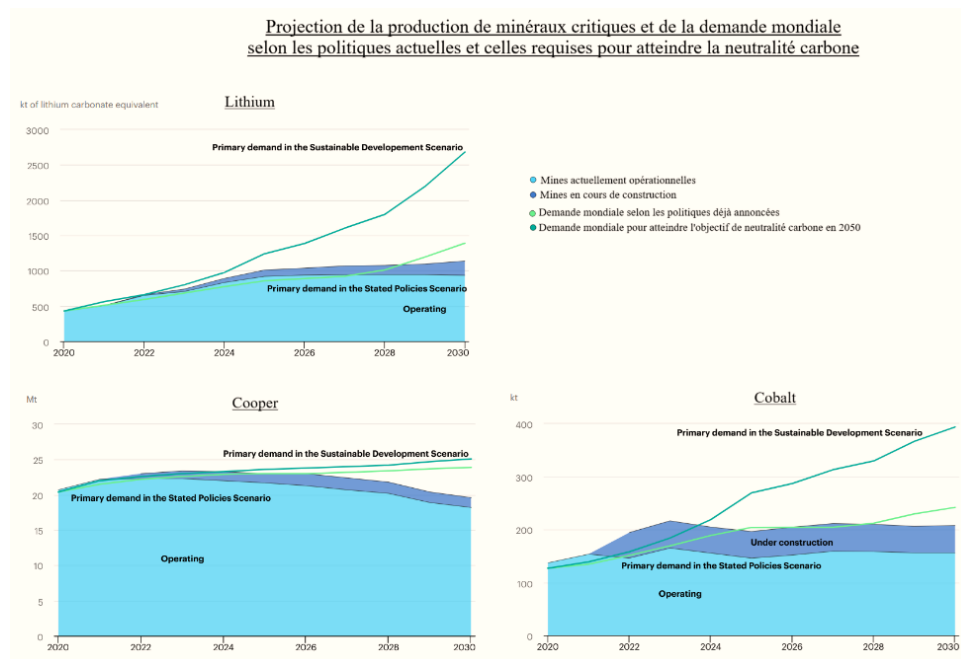
2 - Batterizy – APF Entreprises 34

L'énergie d'un monde autonome

- **Statut juridique** : EA – Entreprise Adapté
- **Date de création** : lancement de la marque Batterizy en 2010
- **Effectifs** : 83 salariés, dont 60 travailleurs handicapés
- **Chiffre d'affaires** : 4 000 000€

L'enjeu :

- La décarbonation de la mobilité s'impose aujourd'hui comme un levier central dans la stratégie des États vers la neutralité carbone. Dans ce contexte, l'électrification des transports, et plus spécifiquement l'industrie des batteries, revêt une dimension hautement stratégique. L'enjeu est d'autant plus critique que **la croissance fulgurante des batteries lithium-ion au cours de la dernière décennie a principalement profité à la Chine, qui en maîtrise désormais l'entière chaîne de valeur.** Le plan stratégique européen sur les batteries (règlement 2023/1542) et les ambitions de la filière française autour du gigafactory ACC (Automotive Cells Company) illustrent l'urgence d'une réindustrialisation dans ce secteur. Au-delà des grands volumes automobiles, le segment des batteries sur-mesure pour applications industrielles, médicales et connectées demeure très peu couvert par une offre française, ce qui crée une dépendance aux importations pour des équipements souvent sensibles. De plus, l'Agence Internationale de l'Energie prévoit une forte tension sur le marché mondial du lithium dans les années à venir. En effet, la demande mondiale de Lithium pourrait augmenter de 854% d'ici 2040 selon la DG Trésor. Mais au-delà du seul Lithium, d'autres matériaux tout aussi cruciaux pour la production de batteries exposent aux mêmes menaces sur les approvisionnements : Nickel, Cobalt, Manganèse, graphite et Copper notamment. Dans ce contexte, le recyclage des batteries au Lithium constitue un enjeu stratégique majeur pour la France. De plus, les batteries en fin de vie peuvent être revalorisées pour du stockage stationnaire, technologie qu'il s'avère de plus en plus incontournable de développer pour assurer l'indépendance énergétique de la France.



La solution proposée par Batterizy :

- Batterizy propose une offre OEM complète (étude de faisabilité, conception, prototypage, homologation, production en série) pour des batteries lithium-ion sur-mesure destinées à des applications variées. APF34 assure aussi la revalorisation de packs de batteries au Lithium, ou encore la fabrication de cartouches toner recyclées pour imprimantes laser (collecte de cartouches usagées, reconditionnement, recyclage) ; le démantèlement et le reconditionnement ou le recyclage d'équipements électriques et électroniques (informatique, compteurs électriques obsolètes, etc.).



Focus sur l'impact :

- **Promesse écologique :** Batterizy développe la mobilité électrique pour décarboner les transports. La structure est agréée ICPE, ce qui lui permet de gérer les batteries en fin de vie et les DEEE associés selon les normes réglementaires les plus strictes.

- **Promesse sociale :** Batterizy crée des batteries électriques 100% françaises et compte 88 collaborateurs dont 65 en situation de handicap, soit deux tiers des effectifs. La diversité des métiers exercés (assemblage de batteries, câblage, remanufacturation de cartouches, encodage de badges, prestations administratives, etc.) permet d'accueillir des profils présentant des handicaps variés et d'offrir de véritables parcours de montée en compétences. En tant que membre du réseau APF Entreprises, premier groupe français du secteur du travail adapté et protégé fort de 4 800 salariés et 53 sites nationaux, APF Entreprises 34 bénéficie d'un écosystème de mutualisation et de solidarité. Les entreprises clientes peuvent déduire leurs achats de leur contribution AGEFIPH.

Les facteurs de réussite économique :

- L'investissement en cours dans une ligne d'assemblage robotisée constitue un signal fort de montée en puissance industrielle. L'essaimage de ce modèle au sein du réseau APF Entreprises (53 sites) est techniquement envisageable, mais requiert des investissements en équipements spécialisés, le recrutement d'ingénieurs qualifiés et un flux suffisant de commandes.

Modèle économique :

- Ses clients sont des entreprises innovantes (startups deeptech et PME industrielles essentiellement) de secteurs variés : Lancey (stockage d'énergie), Enlaps (imagerie numérique), Vaonis (astronomie connectée), PWR-Foil (mobilité nautique), Koovea (IoT médical), ainsi que de grandes organisations publiques ou parapubliques (SNCF, Ville de Paris, UniHA, UGAP, Enedis) pour ses autres activités, notamment l'encodage de badges de télépéage (Crédit Agricole, Vinci) et la remanufacturation de cartouches toner.

Contacts et infos pratiques :

- **Adresse :** 301 Avenue du Walhalla, 34000 MONTPELLIER
- **Contact :** contact@batterizy.com | Tél : 04 67 06 80 27 ; 04.67.92.87.19
- **Site web :** <https://www.batterizy.com/>
- **Fiche Les emplois de l'inclusion :**
<https://emplois.inclusion.beta.gouv.fr/company/8986/card>
- **Fiche Marché de l'inclusion :**
<https://lemarche.inclusion.gouv.fr/prestataires/ea-apf-entreprise-34-34/>

3 - BETOBO

Pour une mobilité verte

- **Statut juridique** : EI – Entreprise d'Insertion
- **Date de création** : 2021
- **Effectifs** : 3 salariés en parcours d'insertion
- **Chiffre d'affaires** : 200 000€

Le constat :

- La **filière à Responsabilité Elargie du Producteur (REP)** des **piles et accumulateurs** est la troisième à avoir été instaurée, dès 2001. Cinq ans plus tard, les filières **Véhicules** ainsi que **Equipements électriques et électroniques** ont également été instituées. Aujourd'hui, ces filières constituent des enjeux stratégiques pour la France, considérant que le **secteur des transports** est le premier secteur d'émission de gaz à effet de serre et que sa transformation se fera vers une **électrification massive des usages**. Ainsi, le Comité stratégique de filières mines et métallurgies s'attend à devoir recycler 50 000 tonnes de batteries en 2027 et pas moins de 700 000 tonnes en 2035. Face à l'objectif national de décarbonation, la création d'une filière souveraine capable de traiter, réparer et réemployer ces batteries sur le territoire est cruciale. Cela permet de garantir une forme d'indépendance énergétique, de limiter l'empreinte carbone des transports et de maîtriser le cycle de vie des équipements.

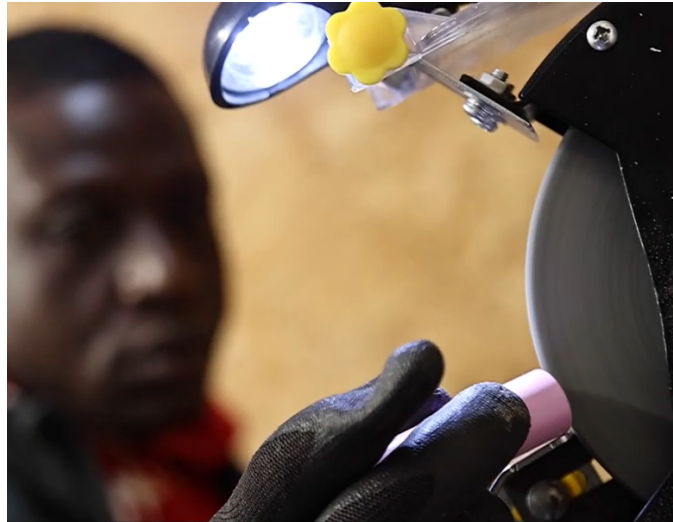
La solution :

- BETOBO est un point de collecte des batteries de la mobilité pour les éco-organismes au cœur de la métropole de Rouen. Ils assurent la collecte, le stockage, l'audit et le tri, la réparation et le réemploi de batteries de la mobilité douce (Vélo, trottinette, scooter, etc.) et des véhicules électriques rechargeables et hybrides (VE, VHR, VHE). De plus, BETOBO réemploie les batteries en fin de vie pour du stockage d'énergie stationnaire, en fabriquant notamment des bornes de recharge solaires autonomes pour vélos électriques (projet soutenu par l'ADEME). Enfin, la structure reconditionne des flottes entières de vélos électriques issus des collectivités pour leur redonner une seconde vie et un usage concret.

Modèle économique :

- BETOBO opère sur un modèle hybride. Ses fournisseurs sont les particuliers, les collectivités et les opérateurs de mobilités qui lui confient leurs batteries usagées, ainsi que les distributeurs de composants électroniques. Ses clients incluent des particuliers (B2C) souhaitant réparer leur batterie personnelle, mais

aussi et surtout des professionnels et des collectivités (B2B/B2G) qui achètent des flottes de vélos reconditionnés, des services de maintenance ou des infrastructures innovantes de stockage d'énergie comme les bornes solaires. Elle compte parmi ses clients l'éco-organisme pour filière batterie (Screlec/Bateribox, Corepile/Ecosystem), mais aussi TransDev, ou encore Keolis...



Focus sur l'impact :

- **Promesse écologique :** En privilégiant la réparation et le reconditionnement, BETOBO allonge significativement la durée de vie des batteries et repousse l'échéance de leur recyclage destructif ou de leur enfouissement. Cette démarche circulaire réduit drastiquement la production de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et limite le besoin d'extraction de matières premières polluantes. Par ailleurs, la création de bornes de recharge solaires favorise l'utilisation d'énergies renouvelables, décarbonant ainsi directement l'usage des mobilités douces sur le territoire normand.
- **Promesse sociale :** En tant que structure d'insertion, BETOBO a pour mission l'intégration de personnes éloignées de l'emploi. L'entreprise forme ses salariés en insertion à des métiers techniques d'avenir, particulièrement recherchés, tels que le diagnostic, la micro-réparation de batteries et la maintenance électrique. Ce transfert de compétences assure une employabilité forte. De plus, en reconditionnant des flottes de vélos électriques, BETOBO facilite l'accès à une mobilité douce et abordable pour des publics parfois précaires, levant ainsi un obstacle majeur à la réinsertion professionnelle.

Les facteurs de réussite économique :

L'innovation de BETOBO réside dans la relocalisation d'une expertise technique très pointue (le diagnostic de batteries au lithium), souvent externalisée ou jugée non rentable face au remplacement à neuf. En développant ce savoir-faire en France, l'entreprise participe activement à la réindustrialisation verte du pays. Elle contribue à structurer une filière locale de maintenance de haute technologie, renforçant ainsi la résilience et l'autonomie industrielle de la France face aux chaînes d'approvisionnement mondialisées dans le secteur de l'énergie. Le modèle de BETOBO possède un très fort potentiel d'essaimage à l'échelle nationale, porté par l'explosion du marché des mobilités électriques.

Contacts et infos pratiques :

- **Adresse :** 7 rue des Patis, 76140 Le Petit-quevilly
- **Contact :** contact@betobo.fr | Tél : 07.69.86.69.00 ; 06.75.24.80.17
- **Site web :** <https://betobo.fr/>
- **Fiche Marché de l'inclusion :**
<https://lemarche.inclusion.gouv.fr/prestataires/betobo-76/>
- **Fiche Les emplois de l'inclusion :**
<https://emplois.inclusion.beta.gouv.fr/company/10565/card>
- **Fiche L'Annuaire des Entreprises :**
<https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/entreprise/betobo-902616325>

4 - APF Entreprises Alsace

Conjuguer innovation technologique et inclusion sociale

- **Statut juridique** : EA - Entreprise Adaptée
- **Date de création** : 1978
- **Effectifs** : 170 salariés en situation de handicap
- **Chiffre d'affaires** : 8,5M€

Le constat :

- La France fait face à un défi majeur de souveraineté industrielle, tout particulièrement dans le secteur stratégique de l'électronique et de l'électrotechnique, aujourd'hui largement dépendant des importations asiatiques. La relocalisation de la production de cartes, de faisceaux ou de câblages est indispensable pour sécuriser les chaînes d'approvisionnement nationales de la défense, des transports ou de l'énergie. En parallèle, la transition numérique impose aux grandes entreprises et aux administrations de moderniser leur gestion documentaire tout en maîtrisant la sécurité de leurs données en local. Répondre à ce double enjeu de réindustrialisation et de numérisation, tout en luttant contre le chômage structurel des personnes en situation de handicap (qui reste supérieur à la moyenne nationale), constitue un impératif de souveraineté et de cohésion sociale.

La solution :

- L'entreprise adaptée [APF Entreprises Alsace](#) déploie une double offre de sous-traitance à haute valeur ajoutée. Sur le volet industriel, l'entreprise dispose d'un outil de production de pointe (lignes de pose CMS, fours de refusion) permettant l'assemblage de cartes électroniques, le câblage filaire et l'intégration électromécanique, avec une capacité de 50 millions de composants par an. Sur le volet tertiaire, elle propose des services de back-office administratifs, incluant la numérisation sécurisée, la gestion documentaire (GED) et la saisie de bases de données. Cette synergie permet de proposer aux grands donneurs d'ordres des prestations complètes, certifiées et locales. Il s'agit de la plus grande entreprise adaptée du groupe APF Entreprises.

Modèle économique :

- Le modèle repose sur une logique de sous-traitance industrielle et tertiaire B2B (Business to Business), complétée par les aides au poste de l'État inhérentes au statut d'Entreprise Adaptée. L'entreprise achète ses équipements et matières premières auprès de fournisseurs industriels spécialisés. Ses clients sont de

grandes entreprises nationales et internationales, avec des références solides dans les secteurs du transport, de la banque et de l'énergie, à l'instar d'AirFrance, de la SNCF, d'EDF, d'IBM, d'Altom, de Naval group, de Schneider Electric, d'ENEDIS, de Valeo, du Groupe BPCE, de la BNP Paribas, de La Poste, d'Orange, de Faiveley, de l' AP-HP, de Safran, etc.

Focus sur l'impact :

- **Promesse écologique :** En relocalisant l'assemblage électronique et électrotechnique sur le territoire national, l'entreprise permet à ses clients industriels de réduire drastiquement l'empreinte carbone liée au fret international et aux chaînes logistiques complexes. De plus, la sous-traitance de proximité favorise le développement de circuits courts pour l'industrie de pointe. Les activités de numérisation de masse contribuent également à la décarbonation par une politique du "zéro papier", tandis que l'entreprise s'inscrit dans une gestion stricte des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) issus de sa production.
- **Promesse sociale :** APF Entreprises Alsace est un puissant levier d'intégration pour les personnes en situation de handicap. En formant ses salariés à des métiers techniques hautement qualifiés (comme le câblage industriel, la soudure complexe, ou la conduite de lignes CMS) ainsi qu'aux métiers du tertiaire numérique, la structure favorise une véritable montée en compétences et l'employabilité à long terme. Elle offre un accompagnement socio-professionnel sur-mesure qui lève les obstacles à l'emploi et prouve que le handicap est parfaitement compatible avec l'exigence absolue de la production industrielle.

Les facteurs de réussite économique :

- L'innovation réside dans l'alliance inédite entre l'économie sociale et l'industrie 4.0. APF Entreprises Alsace investit lourdement dans des équipements de dernière génération (machines CMS Europlacer) pour concurrencer les sous-traitants classiques de l'électronique. En agissant comme un pôle technologique inclusif, elle prouve que la réindustrialisation française peut s'opérer de manière solidaire. Elle renforce l'écosystème du Grand Est en fournissant des composants critiques aux industries locales (ferroviaire, énergie) tout en garantissant le maintien de savoir-faire de précision sur le territoire. Pour multiplier ces "usines inclusives", il est crucial de soutenir les investissements capacitaires de ces structures (les machines de précision étant très coûteuses), d'adapter les parcours de formation initiale pour y inclure des publics fragilisés, et d'encourager massivement les entreprises à recourir à la sous-traitance inclusive via leurs obligations légales (OETH) ou leurs politiques RSE.

Contacts et infos pratiques :

- **Adresse :** 1 ROUTE DU COR DE CHASSE , 67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN
- **Contact :** michael.hornecker@apf-ea.fr | Tél : 03 90 40 07 30 ; 06 76 10 41 42
- **Site web :** <https://www.unea.fr/apf-entreprises-alsace>
- **Fiche Marché de l'inclusion :**
<https://lemarche.inclusion.gouv.fr/prestataires/apf-entreprises-alsace-67/>
- **Fiche Les emplois de l'inclusion :**
<https://emplois.inclusion.beta.gouv.fr/company/8896/card>
- **Fiche L'Annuaire des Entreprises :**
<https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/etablissement/77568873201291>

5 - Ymca Services Occitanie

- **Statut juridique :** EA - Entreprise Adaptée
- **Date de création :** 1998
- **Effectifs :** 400 collaborateurs, dont 75 % de salariés en situation de handicap.
- **Chiffre d'affaires :** 10M€

Le constat :

- Dans un contexte de forte tension sur les chaînes logistiques et industrielles, particulièrement dans des secteurs stratégiques comme l'aéronautique (très présente en région Occitanie), la relocalisation et la sécurisation de la sous-traitance sont des enjeux majeurs pour la France. Parallèlement, la transition écologique pousse les donneurs d'ordre à verdir leurs opérations de services généraux (gestion des espaces verts, propreté) et à favoriser la mobilité durable. Répondre à ces défis de performance économique et environnementale, tout en luttant contre l'exclusion professionnelle des personnes en situation de handicap, constitue un véritable impératif pour bâtir une économie territoriale à la fois résiliente, inclusive et souveraine.

La solution :

- YMCA Services Occitanie propose une offre multiservices structurée autour de plusieurs pôles d'expertise à destination des entreprises et des collectivités. L'entreprise assure des prestations de sous-traitance industrielle (assemblage mécanique, **câblage aéronautique**, contrôle qualité) et gère des chaînes logistiques complexes (stockage, préparation de commandes, expéditions). En complément, la structure déploie des services professionnels incluant l'entretien paysager, le nettoyage industriel et tertiaire, ainsi qu'un pôle dédié à la mobilité durable (réparation de vélos et trottinettes, nettoyage écologique de flottes automobiles). Ces services sont délivrés directement sur les sites des clients ou depuis les différentes implantations de l'entreprise.

Modèle économique :

- Le modèle économique de l'entreprise repose sur une logique B2B (Business to Business), complétée par les aides de l'État inhérentes au statut d'Entreprise Adaptée. Ses fournisseurs englobent des équipementiers, des grossistes en matériel logistique et des distributeurs de produits d'entretien. La clientèle de YMCA Services Occitanie est diversifiée mais fortement ancrée dans l'industrie lourde et de pointe : le seul secteur de l'aéronautique représente 65 % de son

chiffre d'affaires. Ses autres clients incluent de grands constructeurs industriels, des acteurs de l'agro-alimentaire, de la distribution, du packaging, ainsi que des collectivités.

- **Clients** : RTE, Midi Caoutchouc, Fauché, Tésalys, Flipr, Rubix, Bleu jour, Airbus Atlantic, Farella, Airbus, Makasa, AAA, Satys, Actia, Onet / Co-traitance, etc.

Focus sur l'impact :

- **Promesse écologique** : Sur le volet des espaces paysagers et de la propreté, YMCA Services Occitanie privilégie l'utilisation de produits éco-responsables et de méthodes respectueuses de la biodiversité. Son pôle de mobilité durable participe activement à l'allongement de la durée de vie des équipements de mobilité douce (vélos, trottinettes) par la réparation et la maintenance. Enfin, les techniques de nettoyage automobile utilisées visent à réduire drastiquement la consommation en eau et à limiter les rejets de polluants, contribuant ainsi à la préservation des ressources hydriques.
- **Promesse sociale** : Avec les trois quarts de ses effectifs en situation de handicap, YMCA Services Occitanie est un acteur majeur de l'insertion professionnelle en milieu adapté dans sa région. L'entreprise offre un cadre de travail bienveillant et favorise l'acquisition de compétences techniques fortement recherchées dans l'industrie et la logistique. Cet accompagnement socioprofessionnel sur mesure permet à des personnes souvent éloignées de l'emploi de se stabiliser, de valoriser leurs savoir-faire et de créer de véritables passerelles vers le milieu ordinaire de travail, rompant ainsi avec la précarité et l'isolement social.

Les facteurs de réussite économique :

- En agissant comme sous-traitant pour des secteurs de pointe comme l'aéronautique, YMCA Services Occitanie démontre que l'Entreprise Adaptée peut répondre aux normes de qualité les plus strictes. Cette dynamique renforce le tissu industriel occitan en offrant aux grands constructeurs une alternative locale et solidaire face à l'externalisation offshore. L'entreprise préserve ainsi sur le territoire national des savoir-faire techniques indispensables à la chaîne de valeur industrielle française. Le modèle de l'entreprise a déjà essaimé avec succès au travers de plusieurs antennes (Cornebarrieu, Colomiers, Cahors, Montpellier, Saint-Alban), prouvant sa pertinence et sa répliquabilité au plus près des bassins d'emploi. Pour amplifier ce déploiement, il est nécessaire de consolider les partenariats stratégiques de long terme avec les grands groupes industriels.

Contacts et infos pratiques :

- **Adresse :** 2 Rue Louis Breguet, 31700 Cornebarrieu
- **Contact :** contact@ymca-services-occitanie.com | Tél : 05.61.15.98.86 ; 05.61.15.98.80
- **Site web :** <https://www.ymca-services-occitanie.com/>
- **Fiche Marché de l'inclusion :**
<https://lemarche.inclusion.gouv.fr/prestataires/ymca-services-occitanie-31/>
- **Fiche Les emplois de l'inclusion :**
<https://emplois.inclusion.beta.gouv.fr/company/11365/card>
- **Fiche L'Annuaire des Entreprises :**
<https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/etablissement/41907027100145>

6 - AMIPI Industrie

- **Statut juridique** : Fondation Reconnue d'Utilité Publique (FRUP), opérant sous l'agrément d'Entreprise Adaptée (EA).
- **Date de création** : 1965
- **Effectifs** : Plus de 800 salariés, dont environ 80 % (soit près de 680 collaborateurs) en situation de handicap cognitif.
- **Chiffre d'affaires** : Environ 30 millions d'euros.

Le constat :

- Face à la **forte dépendance de la filière automobile française aux pays d'Europe de l'Est ou du Maghreb pour la production de composants à forte intensité de main-d'œuvre (comme le câblage)**, la relocalisation devient un enjeu absolu de souveraineté et de résilience des chaînes d'approvisionnement. Parallèlement, le chômage chronique des personnes atteintes de troubles cognitifs (trisomie, autisme, troubles dys) constitue une véritable urgence sociétale. Concilier la compétitivité d'une filière de sous-traitance stratégique avec la création d'emplois locaux pérennes pour un public souvent jugé inemployable est essentiel pour bâtir une économie territoriale à la fois solidaire et souveraine.

La solution :

- La Fondation AMIPI a déployé **six usines apprenantes dans le Grand Ouest** (Cholet, Nantes, Tours, Le Mans, Blois, Angers), spécialisées dans l'assemblage manuel de faisceaux électriques pour l'automobile. En agissant comme sous-traitant de rang 1 et 2, la structure garantit une production industrielle de très haute précision qui répond aux standards internationaux stricts (normes IATF). Elle livre ainsi chaque année des millions de câblages complexes, directement intégrés sur les lignes de montage des plus grands constructeurs automobiles.

Modèle économique :

- Le modèle de la Fondation repose sur une activité économique industrielle B2B (Business to Business), complétée par les aides aux postes liées à son statut d'Entreprise Adaptée. Ses fournisseurs sont les producteurs internationaux de fils électriques, de terminaux et de connectique de pointe (comme Aptiv). Ses clients directs sont les **grands constructeurs et équipementiers automobiles** mondiaux (tels que Stellantis, Renault, Faurecia ou Valeo), qui achètent l'intégration et l'assemblage de ces faisceaux pour leurs véhicules.

Focus sur l'impact :

- **Promesse écologique :** En relocalisant la production de faisceaux électriques sur le territoire national, l'entreprise réduit drastiquement l'empreinte carbone liée au fret de ces composants lourds depuis les pays à bas coûts. Cet ancrage territorial favorise les circuits courts avec les usines d'assemblage européennes. De plus, les usines de la Fondation intègrent les normes de gestion environnementales imposées par le secteur automobile, optimisant l'usage des matières premières (cuivre, composants plastiques) et assurant un traitement rigoureux de leurs déchets industriels.
- **Promesse sociale :** Fondée sur la recherche en neurosciences, l'approche de l'AMIPi démontre que le travail manuel complexe et évolutif stimule la plasticité cérébrale. Grâce à une pédagogie adaptée (méthode UPYA), les opérateurs souffrant de handicaps cognitifs développent de nouvelles synapses, acquièrent une grande dextérité, de l'autonomie et de la confiance en eux. Ce parcours thérapeutique par le travail favorise, in fine, leur transition et leur insertion professionnelle durable au sein d'entreprises du milieu ordinaire, brisant ainsi la fatalité de l'exclusion.

Les facteurs de réussite économique :

- L'AMIPi démontre que la réindustrialisation française sur des tâches manuelles intenses est possible. Au lieu de parier sur une automatisation totale ou sur la délocalisation, **le modèle prouve la rentabilité de la valorisation du potentiel insoupçonné d'une main-d'œuvre neuro-atypique, redonnant ainsi un sens profond et thérapeutique au travail industriel** à la chaîne. Ce modèle d'usine inclusive possède un potentiel d'essaimage élevé vers d'autres secteurs industriels nécessitant un assemblage manuel de précision (électronique, horlogerie, maroquinerie de luxe). Pour se déployer à plus grande échelle, il requiert l'engagement d'autres donneurs d'ordres prêts à intégrer ces structures dans leur politique d'achats responsables. Il nécessite également de maintenir des partenariats étroits avec la recherche médicale (instituts du cerveau) et un soutien public continu pour compenser les coûts liés à l'encadrement spécifique et aux temps de formation accrus.

Contacts et infos pratiques :

- **Adresse :** 16 Avenue du Maréchal Foch, BP 40434, 49304 Cholet Cedex (Siège de la Fondation)
- **Contact :** slami@slami-aamipi.com | Tél : 02 41 49 78 50
- **Site web :** <https://www.amipi.fr/notre-modele/>

- **Fiche Marché de l'inclusion :**
<https://lemarche.inclusion.gouv.fr/prestataires/fondation-amipi-bernard-vendre-49/>
- **Fiche L'Annuaire des Entreprises :**
<https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/entreprise/fondation-amipi-bernard-vendre-amipi-775610017>

7 - Envie 2E Aquitaine

Revaloriser les panneaux photovoltaïques en fin de vie

- **Statut juridique :** EI – Entreprise d'Insertion
- **Date de création :** 2005
- **Effectifs :** Environ 110 salariés, dont près de 80 collaborateurs en parcours d'insertion.
- **Chiffre d'affaires :** Environ 7,5 millions d'euros.

Le constat :

- La part de la Chine dans la capacité de production mondiale de panneaux photovoltaïque se situe aujourd'hui entre 80 % et 95 %, selon le segment de la chaîne de valeur. Cette concentration rend le secteur photovoltaïque presque entièrement dépendant des producteurs basés en Chine, exposant ainsi les entreprises en aval et les consommateurs à un risque de perturbation de la chaîne de valeur. Face à l'épuisement des matières premières et aux risques environnementaux liés à l'enfouissement, la structuration de filières de recyclage industrielles sur le territoire est indispensable. En parallèle, répondre à ce besoin massif de traitement des déchets tout en luttant contre l'exclusion professionnelle et le chômage de longue durée permet de conjuguer résilience matérielle, protection de l'environnement et création d'emplois locaux non délocalisables.

La solution :

- Envie 2E Aquitaine est un acteur logistique et industriel spécialisé dans la collecte, le tri, le transport et le traitement des déchets technologiques et industriels. L'entreprise assure la gestion des DEEE, le démantèlement d'appareils électroménagers (notamment le traitement réglementé des produits contenant des gaz réfrigérants), ainsi que la collecte et le recyclage des panneaux photovoltaïques usagés. Elle agit comme le maillon opérationnel essentiel entre les points de collecte locaux (déchetteries, distributeurs) et les usines de valorisation finale de la matière, garantissant une traçabilité totale des flux. Envie 2E Aquitaine a inauguré dès septembre 2022 une **activité pionnière et à la pointe de la technologie en ouvrant la première ligne de réemploi et de traitement des panneaux photovoltaïque d'Europe**. Cette activité s'appuie sur l'acquisition d'une délamineuse de technologie japonaise.

Modèle économique :

- Le modèle d'affaires d'Envie 2E Aquitaine est strictement "Business to Business" (B2B). Les revenus de l'entreprise proviennent principalement des contrats pluriannuels passés avec les grands éco-organismes nationaux agréés par l'État (comme Ecosystem, Ecologic ou Soren pour le solaire), qui financent la collecte et le traitement au titre de la Responsabilité Élargie des Producteurs (REP). Ses autres clients et donneurs d'ordres incluent les collectivités territoriales, la grande distribution et de grands groupes du recyclage comme Derichebourg.

Focus sur l'impact :

- **Promesse écologique :** Envie 2^E Aquitaine sépare les laminés, qui sont ensuite brûlés par pyrolyse pour extraire le silicium, le cuivre et l'argent, qui sont séparés par électrochimie. Elle récupère les plaques en verre. Ainsi, 95% des matériaux des panneaux solaires sont recyclés et 5% des panneaux solaires, qui sont réutilisables, sont reconditionnés. L'entreprise dispose d'une capacité de traitement de 4000 tonnes de panneaux par an. En captant et en traitant des milliers de tonnes de déchets par an, l'entreprise évite par conséquent l'incinération ou l'enfouissement de matériaux valorisables. Le démantèlement rigoureux permet d'isoler les substances polluantes pour éviter leur dissémination, tout en récupérant des matières premières secondaires (métaux, plastiques, verre) prêtes à être réinjectées dans l'industrie. Le traitement de nouvelles fractions, comme les panneaux solaires, contribue également à réduire l'empreinte carbone globale du cycle de vie des énergies renouvelables.
- **Promesse sociale :** En tant qu'Entreprise d'Insertion, la structure offre des contrats de travail tremplins et un accompagnement socioprofessionnel sur mesure à des personnes fortement éloignées de l'emploi. Les salariés y acquièrent des compétences techniques recherchées dans des secteurs en tension, tels que la logistique, la manutention spécialisée et la gestion des déchets. Ce parcours permet de lever les freins sociaux, de redonner confiance et d'assurer des sorties positives vers des emplois durables dans des entreprises du milieu ordinaire.

Les facteurs de réussite économique :

- L'innovation réside dans la capacité de l'entreprise à intégrer des processus semi-industriels complexes et à se positionner sur des filières émergentes et stratégiques (le photovoltaïque). En développant ces savoir-faire logistiques et techniques localement, Envie 2E Aquitaine participe activement à la réindustrialisation circulaire de la France. Elle sécurise une boucle d'économie de proximité qui limite notre dépendance aux importations de matières critiques,

prouvant que le traitement de fin de vie est un moteur puissant de l'industrie verte de demain. Le modèle industriel "Envie 2E" a fait ses preuves et bénéficie déjà de la force du réseau de la Fédération nationale Envie. Pour massifier cette dynamique face à la croissance exponentielle des déchets électroniques et énergétiques, il est crucial de pérenniser les marchés et partenariats avec les éco-organismes. Cet essaimage exige également des soutiens à l'investissement pour moderniser continuellement les centres de tri et adapter les outils industriels aux nouvelles chimies et aux nouveaux composants technologiques du marché.

Contacts et infos pratiques :

- **Adresse :** 11 rue de Genêts, 33450 Saint-Loubès
- **Contact :** frederic.seguin@envie.org (Direction) | Tél : 05 56 38 81 97
- **Site** **web** **:**
<https://www.envie.org/magasin-reseau-envie/envie-aquitaine-2e-saint-loubes-1/>
- **Fiche Marché de l'inclusion :**
<https://lemarche.inclusion.gouv.fr/prestataires/envie-2e-aquitaine-33/>
- **Fiche Les emplois de l'inclusion :**
<https://emplois.inclusion.beta.gouv.fr/company/7051/card>
- **Fiche L'Annuaire des Entreprises :**
<https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/entreprise/envie-2e-aquitaine-482222775>

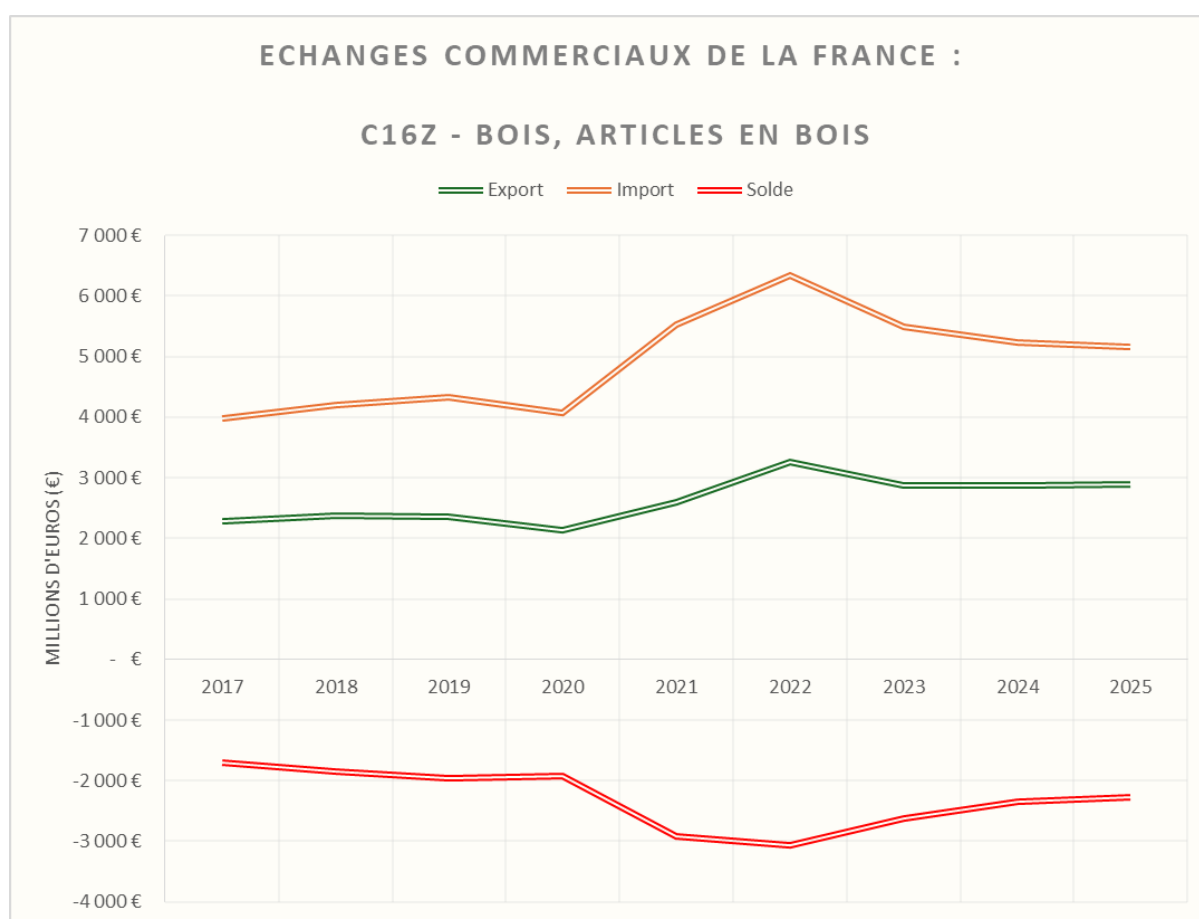
8 – ESIAM

La conception et la fabrication artisanale en bois de réemploi au service de l'inclusion locale

- **Statut juridique :** EBE - Entreprise à But d'Emploi
- **Date de création :** 2017
- **Effectifs :** 17 salariés en parcours d'insertion
- **Chiffre d'affaires :** Environ 500 000 €

Le constat :

- La France importe pour plus de 5Mds€/an de bois et d'articles en bois, [dont près de 400M€ depuis la Chine](#). Son solde commercial connaît un déficit durable pour cette catégorie de produits d'environ -2Mds€/an.



La solution :

- ESIAM a développé un pôle d'excellence autour du travail du bois. L'entreprise collecte et démantèle manuellement d'anciennes menuiseries extérieures (fenêtres) et des palettes usagées. Le bois massif de qualité est minutieusement extrait, débarrassé de sa quincaillerie et de ses vitrages, puis réemployé au sein

d'un atelier de menuiserie intégré. L'équipe d'artisans conçoit et fabrique sur mesure du mobilier d'intérieur et d'extérieur, des aménagements en bois recyclé, ainsi que de petits articles locaux. L'atelier palette de l'Esiam traite 40 000 palettes en bois par an. **La sciure générée lors de la revalorisation des palettes est vendue notamment à la Sofera, une entreprise spécialisée dans la projection d'enduits naturels à la chaux blanche. Elle entre dans la composition de l'enduit qui sert ensuite notamment à l'isolation thermique des logements.** Par ailleurs, la sciure est aussi vendue à des particuliers pour leurs toilettes sèches, ou encore à des agriculteurs qui s'en servent de litière animale.

Modèle économique :

- Le modèle financier repose sur une hybridation vertueuse. La masse salariale est largement financée par la réallocation des coûts sociaux du chômage via le Fonds d'expérimentation ETCLD. En complément, ESIAM dégage un chiffre d'affaires commercial direct (B2B, B2C, B2G). Ses matières premières (bois, palettes, vieilles fenêtres) proviennent souvent d'apports volontaires ou de partenariats locaux (artisans, déchetteries). Ses clients sont des particuliers, des entreprises, et des donneurs d'ordres publics ou associatifs qui commandent du mobilier sur mesure ou des prestations de démantèlement.

Focus sur l'impact :

- **Promesse écologique :** l'ESIAM détourne le bois d'anciennes menuiseries de l'enfouissement ou de l'incinération. Le démantèlement manuel permet également de trier et recycler efficacement les autres fractions (verre, métal). En privilégiant la création locale de mobilier de réemploi et en évitant l'abattage de nouveaux arbres, ESIAM réduit drastiquement l'empreinte carbone liée au transport de matières premières et à l'importation de meubles neufs.
- **Promesse sociale :** ESIAM embauche en CDI des personnes privées durablement d'emploi, en adaptant le poste aux capacités de chacun. Les salariés sont formés aux métiers de la menuiserie, de la manipulation d'outils et du démantèlement sécurisé. La fierté de transformer un déchet en un meuble esthétique et utile redonne confiance, rompt la spirale de l'isolement et démontre que tout individu peut acquérir des compétences techniques valorisantes, indispensables à la transition écologique du territoire.

Les facteurs de réussite économique :

- L'innovation d'ESIAM réside dans l'industrialisation à taille humaine d'un processus jugé non rentable par l'économie classique : le démantèlement qualitatif pour extraire la matière première. En s'associant avec des acteurs

spécialisés dans le design de réemploi, l'entreprise participe à la création d'une micro-industrie locale de l'upcycling. Elle prouve que la relocalisation de la production de meubles en France peut s'appuyer sur la matière secondaire de nos bâtiments plutôt que sur du bois importé, structurant ainsi une filière manufacturière innovante et non délocalisable.

Contacts et infos pratiques :

- **Adresse :** 5 Rue de Beauregard, 79700 Mauléon
- **Contact :** esiam@esiamebe.net / 05 49 81 82 22
- **Site web :** <https://esiamebe.fr/>
- **Fiche Annuaire des Entreprises :**
<https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/entreprise/esiam-825100860>

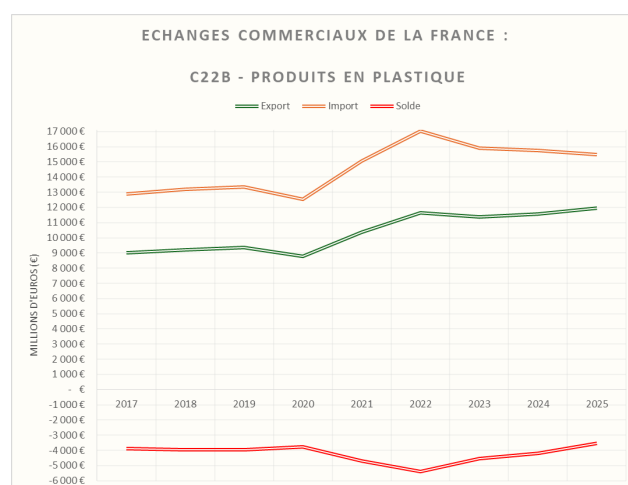
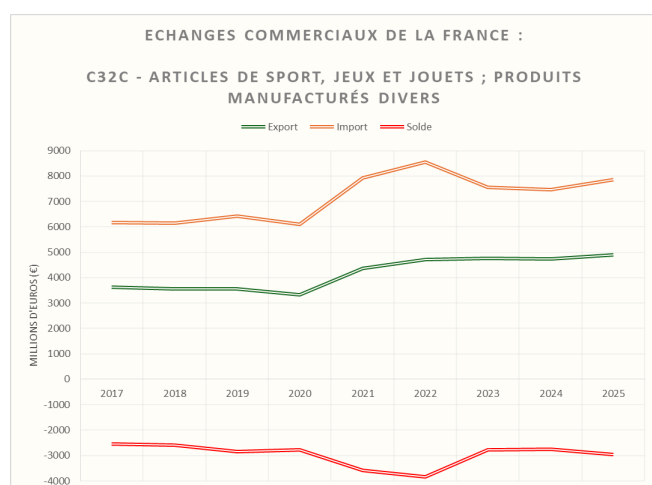
9 - WESTPLAST – Tripapyrus Environnement

L'innovation coopérative au service du réemploi et du recyclage des plastiques

- **Statut juridique** : EI – Entreprise d'Insertion
- **Date de création** : 2000
- **Effectifs** : 44 salariés, dont 16 en parcours d'insertion.
- **Chiffre d'affaires** : 4 000 000€

Le constat :

- En France, la gestion de la fin de vie des produits manufacturés complexes (comme les jouets ou les articles de sport) et des plastiques rigides constitue un défi écologique et industriel majeur. La grande majorité de ces polymères échappe encore au recyclage qualitatif, alimentant l'enfouissement ou l'incinération. Face à notre dépendance aux matières premières vierges pétro-sourcées, la structuration de filières locales de tri, de réemploi et de régénération des plastiques est indispensable pour garantir notre souveraineté industrielle. Par ailleurs, la France affronte un déficit commercial durable de plus de 3Mds€/an s'agissant des produits en plastique, dont près de 2Mds€ sont importés chaque année en provenance de la Chine. La France est aussi confrontée à un déficit commercial persistant de plus de 2,5Mds€ sur les articles de sport, jeux et jouets, dont plus de 3Mds€ sont importés chaque année de Chine, qui constitue de loin le premier pays d'importation. Pour répondre à ces enjeux, l'Etat a créé la filière à Responsabilité Élargie du Producteur (REP) des bateaux en 2019, ainsi que celles des jouets et des articles de sport et de loisirs en 2022, afin de garantir la revalorisation de ces produits lorsqu'arrive leur fin de vie.



La solution :

- Depuis 2020 Tripap s'est positionné comme un **acteur pionnier du recyclage des bateaux de plaisance en fin de vie**, une filière encore orpheline en France. De plus, Tripap a fait le choix stratégique de remonter dans la chaîne de valeur du recyclage des plastiques rigides en créant sa filiale industrielle Westplast. La filiale Tripap-Westplast récupère le plastique, qui est trié à Tripapyrus. S'ensuit le lavage, le broyage, la transformation en **paillettes prête à l'emploi pour livraison directe à l'industrie de la plasturgie**. Tripap intervient également dans la déconstruction et le recyclage des Mobil-home (la Vendée est le premier département en nombre de camping), mais aussi dans le recyclage des déchets du bâtiment, d'équipement électriques et électroniques, des articles de sport, d'ameublement professionnel, de bricolage, de plastique rigide et de jouets plastiques, ainsi que le démantèlement de portes et fenêtres.

Modèle économique :

- Le modèle économique hybride (B2B, B2C, B2G) repose sur la vente de prestations de traitement des déchets et de matières recyclées, complétée par les aides liées à l'insertion. Les fournisseurs de gisements sont les collectivités (déchèteries), les entreprises, les éco-organismes et les particuliers. Les clients sont d'une part les industriels de la plasturgie qui rachètent les résines broyées et affinées, et d'autre part les citoyens qui acquièrent des jouets, des jeux et des articles de sport reconditionnés à prix solidaire au sein de l'éco-cyclerie.

Focus sur l'impact :

- **Promesse écologique :** En couplant le recyclage industriel et le réemploi de proximité, Tripapyrus empêche chaque année l'enfouissement et l'incinération de milliers de tonnes de déchets. La régénération des plastiques rigides fournit des résines secondaires prêtes à l'emploi pour l'industrie, évitant l'extraction d'hydrocarbures. De plus, le reconditionnement intensif des jouets et des équipements sportifs allonge considérablement la durée de vie de ces produits manufacturés hautement carbonés, participant ainsi directement à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à la préservation des ressources.
- **Promesse sociale :** En tant que SCOP et Entreprise d'Insertion, la structure place l'humain et la gouvernance démocratique au cœur de son modèle. Elle embauche et forme des personnes éloignées de l'emploi à des métiers techniques porteurs, allant de la conduite de lignes de recyclage plastique à la réparation minutieuse de vélos et de jouets. Ce cadre responsabilisant, couplé à un accompagnement socioprofessionnel rigoureux, permet aux salariés de

monter en compétences, de retrouver confiance en eux et de sécuriser une réinsertion durable vers le marché du travail classique.

Les facteurs de réussite économique :

- L'innovation de WESTPLAST réside dans sa technologie de tri par densité et sa capacité à traiter des polymères post-consommation très hétérogènes. En transformant des déchets plastiques locaux en matières premières secondaires de haute qualité, l'entreprise approvisionne directement la plasturgie régionale. Elle prouve ainsi que la réindustrialisation verte de la France peut s'opérer par l'économie sociale et solidaire, en maintenant sur le territoire national des savoir-faire techniques et industriels stratégiques liés à la boucle de recyclage des produits de grande consommation. Ce modèle mixte (unité industrielle plastique et ressourcerie spécialisée) est particulièrement pertinent face à la montée en puissance des nouvelles filières REP (Jouets, ASL, Bricolage). Son essaimage dans d'autres régions nécessite des investissements continus en R&D pour optimiser la séparation des différents polymères, un accès pérennisé aux gisements de déchets via les collectivités, et le renforcement des partenariats avec les plasturgistes nationaux prêts à intégrer massivement de la matière recyclée dans leurs chaînes de production.

Contacts et infos pratiques :

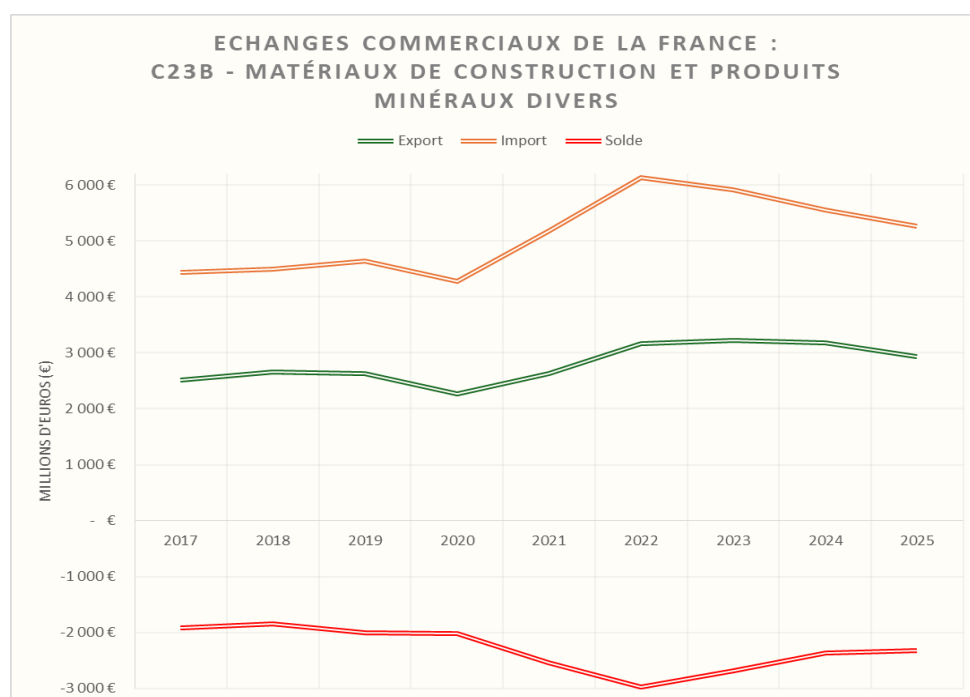
- **Adresse :** ZI la Davillière, 24 rue du Moulin Neuf, 85220 l'Aiguillon-sur-vie
- **Contact :** contact@tripap.fr | Tél : 02 51 95 18 25 ; 02 51 22 88 18
- **Site web :** <https://www.tripap.fr/>
- **Page LinkedIn :**
<https://www.linkedin.com/company/tripap-environnement/?originalSubdomain=fr>
- **Fiche Marché de l'inclusion :**
<https://lemarche.inclusion.gouv.fr/prestataires/scop-tripapyrus-85/>
- **Fiche L'Annuaire des Entreprises :**
<https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/entreprise/tripapyrus-environnement-433480001>

10 - Ouest Cœur d'Estuaire Agglomération Nantaise (OCEAN)

- **Statut juridique** : Régie de Quartier / ACI - Atelier et Chantier d'Insertion
- **Date de création** : 2004
- **Effectifs** : 120 salariés en parcours d'insertion

Le constat :

- Le secteur du BTP génère l'immense majorité des déchets en France, notamment des déchets minéraux lourds (béton, briques, pierres). Parallèlement, le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) orchestre des démolitions massives de logements sociaux dans des quartiers (QPV) souvent frappés par un chômage endémique. L'enjeu stratégique est double : d'une part, réduire l'impact carbone du renouvellement urbain en transformant la démolition brutale en déconstruction soignée pour boucler la matière minérale ; d'autre part, utiliser ces chantiers titanesques comme levier pour former et employer les habitants mêmes de ces quartiers, garantissant que la transition écologique urbaine bénéficie socialement au territoire. Ces deux enjeux se couplent également au fait que la France affronte un solde commercial durablement déficitaire sur les matériaux de construction et produits minéraux divers (-2.5Mds€), dont plus de 500M€ sont importés chaque année depuis la Chine. Ainsi, la résorption de ce déficit structurel impose d'améliorer le taux de recyclage dans le secteur du bâtiment. A cette fin, la France a créé la filière à Responsabilité Élargie du producteur (REP) du bâtiment en 2022.



La solution :

- Ocean est un ACI multisectoriel qui a été **un des premiers en France à développer un chantier de déconstruction sélective à vocation circulaire dans le cadre du NPNRU** (Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain). Il s'agit d'un chantier dit de curage, consistant à "déshabiller" un bâtiment avant sa démolition. Sur le site de la place des Lauriers à Nantes (quartier Bellevue), Ocean a piloté le démontage soigneux d'un immeuble pièce par pièce, récupérant et valorisant chaque matériau (bois de charpente, tuiles, briques, menuiseries, ferronneries) plutôt que de tout concasser en déchets inertes. Cela représente une rupture totale avec le paradigme de la démolition classique. De plus cette démarche concilie impact environnemental inédit et cohésion sociale en étant étroitement associée au NPNRU.

Modèle économique :

- Le modèle d'affaires s'appuie sur une logique de sous-traitance B2B (Business to Business) et B2G (Business to Government). Les fournisseurs de "gisements" sont les bailleurs sociaux et la Métropole dans le cadre de l'ANRU. Les clients directs d'OCEAN sont les grandes entreprises de démolition ou de construction titulaires des marchés globaux, qui rémunèrent l'association pour ses prestations de dépose sélective et de tri, leur permettant ainsi de satisfaire simultanément à leurs obligations légales d'insertion et de valorisation des déchets de chantier.

Focus sur l'impact :

- **Promesse écologique :** En détournant des tonnes de produits minéraux et de matériaux de construction de l'enfouissement, l'ACI OCEAN réduit drastiquement l'impact environnemental du renouvellement urbain. Le tri minutieux à la source évite le mélange des gravats, permettant d'obtenir des fractions minérales pures (briques, pierres) qui peuvent être réemployées ou concassées pour de nouvelles sous-couches routières. De plus, la sauvegarde d'éléments constructifs prolonge leur cycle de vie, évitant l'extraction de matières premières vierges et réduisant les émissions de gaz à effet de serre liées à la fabrication de produits neufs.
- **Promesse sociale :** En tant que Régie de Quartiers agréé ACI, OCEAN recrute prioritairement parmi les habitants des quartiers QPV concernés par les travaux de l'ANRU. Les salariés en insertion deviennent ainsi les acteurs directs de la transformation de leur propre cadre de vie. Au travers de ces chantiers de déconstruction, ils acquièrent des compétences techniques très recherchées dans le BTP (règles de sécurité, tri des déchets, manutention spécialisée). Cette

dynamique restauratrice de dignité lève les freins à l'emploi et sécurise des sorties positives vers un marché de la construction en pleine mutation verte.

Les facteurs de réussite économique :

- L'innovation réside dans le fait de placer l'économie sociale et solidaire (ESS) à l'avant-garde de la transition circulaire des travaux publics. En démontrant qu'une déconstruction manuelle, minutieuse et inclusive est économiquement viable sur des chantiers ANRU massifs, OCEAN bouscule les standards de la démolition lourde. L'association contribue à structurer une véritable filière locale de l'économie circulaire du bâtiment, prouvant que la résilience matérielle et la relocalisation de filières de réemploi peuvent s'opérer par la main-d'œuvre locale de proximité. Ce modèle d'intervention couplée (démolisseur industriel / association d'insertion locale) possède un potentiel d'essaimage colossal sur l'ensemble des chantiers de renouvellement urbain en France. Pour le massifier, il est impératif que les donneurs d'ordres (bailleurs sociaux, collectivités) imposent systématiquement des clauses de réemploi dans les marchés publics de démolition, au même titre que les clauses sociales. Cela nécessite également de créer des espaces logistiques transitoires (matériauthèques) pour stocker les produits minéraux sauvés.

Contacts et infos pratiques :

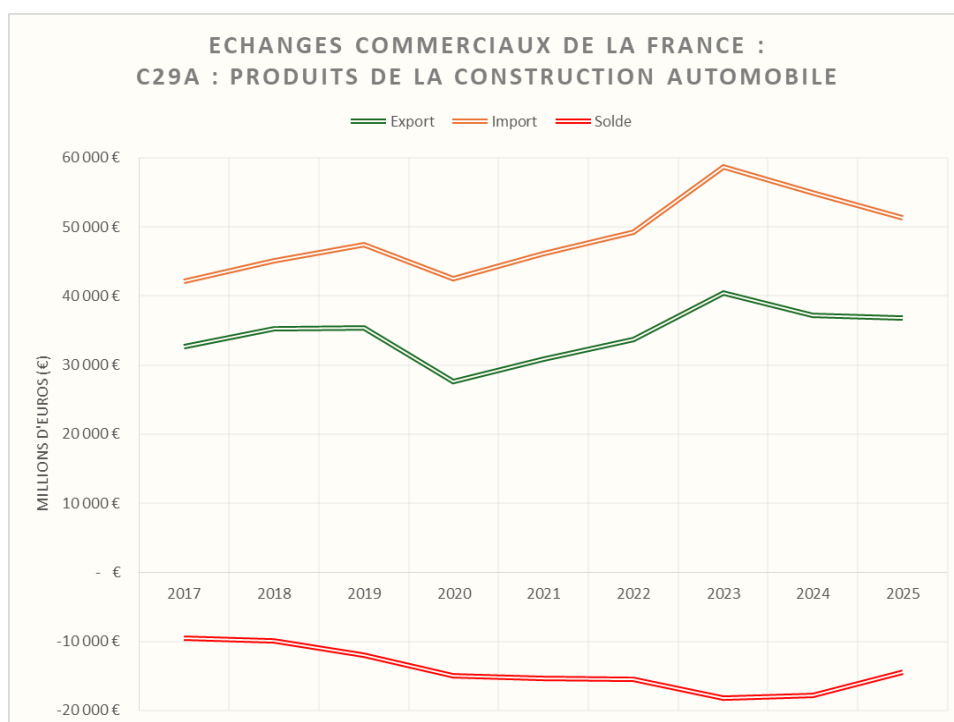
- **Adresse :** 15 Rue Gustave Eiffel, 44800 Saint-Herblain
- **Contact :** accueil@ocean-rdq.org ; secretariatchantiers@ocean-rdq.org | Tél : 02.40.58.05.56
- **Site web :** <https://www.ocean-insertion-44.org/>
- **Fiche L'Annuaire des Entreprises :**
<https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/etablissement/45153371500020>
- **Fiche Le Marché de l'inclusion :**
<https://lemarche.inclusion.gouv.fr/prestataires/assoc-ocean-44/>
- **Fiche Les emplois de l'inclusion :**
<https://emplois.inclusion.beta.gouv.fr/company/7937/card>

11 -Soluval

- **Statut juridique** : EI – Entreprise d'Insertion
- **Date de création** : 2009
- **Effectifs** : 90 salariés, dont 66 en parcours d'insertion
- **Chiffre d'affaires** : Environ 4,7 millions d'euros.

Le constat :

- L'industrie de la construction automobile est extrêmement gourmande en matières premières (acier, aluminium, terres rares, plastiques) et très émettrice de carbone. Face à la fin de vie de millions de véhicules chaque année en France (les VHU), l'enjeu stratégique consiste à passer d'une logique de destruction à une véritable "rétro-ingénierie" circulaire. Il faut structurer des filières industrielles capables de fournir des Pièces Issues de l'Économie Circulaire (PIEC) aux réparateurs et des matières secondaires aux constructeurs. Relever ce défi technique de dépollution et de réemploi dans une région historiquement industrielle comme les Hauts-de-France permet, en parallèle, de lutter efficacement contre le chômage structurel. En outre, la France affronte un solde commercial durablement déficitaire sur les produits de la construction d'automobiles (-15Mds), dont plus de 2Mds€ sont importés chaque année depuis la Chine et plus de 3,5Mds€ depuis la Turquie. La résorption de ce déficit structurel impose d'améliorer le taux de revalorisation de notre parc automobile. A cette fin, la France s'est dotée dès 2006 d'une filière à Responsabilité Élargie du Producteur (REP) pour les véhicules.



La solution :

- Soluval opère une plateforme industrielle de pointe dédiée à la dépollution, au démantèlement et à la valorisation des Véhicules Hors d'Usage (VHU), avec une capacité de traitement de 6 000 véhicules par an. La structure retire tous les fluides toxiques, puis procède à un démontage rigoureux des éléments de carrosserie et des organes mécaniques. Ces pièces automobiles sont minutieusement testées, tracées par code-barres et garanties comme "pièces constructeurs d'origine" (PRE). En complément de cette ligne de déconstruction qualifiante, Soluval propose des services d'entretien mécanique, de carrosserie et la revente de pièces reconditionnées via des marketplaces physiques et numériques.



Modèle économique :

- Le modèle financier de Soluval est hybride (B2B, B2C), complété par les aides aux postes d'insertion. Ses fournisseurs (ou apporteurs de VHU) sont les particuliers, les fourrières, les concessionnaires ou les assurances qui cèdent des véhicules accidentés ou en fin de vie. Ses clients incluent des particuliers (qui achètent des pièces ou des services de réparation au garage), mais aussi un vaste réseau de professionnels de l'automobile (garagistes, réparateurs) qui s'approvisionnent en pièces constructeurs d'origine reconditionnées via des plateformes spécialisées.

Focus sur l'impact :

- **Promesse écologique :** Le processus de dépollution stricte (retrait des huiles, liquides de refroidissement, batteries) empêche toute contamination des sols et

des nappes phréatiques. Surtout, en réinjectant chaque année des dizaines de milliers de pièces détachées d'occasion certifiées sur le marché, Soluval évite la fabrication de pièces neuves, réduisant drastiquement les émissions de gaz à effet de serre et l'extraction métallurgique liées à l'industrie automobile, ainsi que l'importation de nouvelles pièces depuis l'étranger. Les carcasses résiduelles sont ensuite envoyées vers des broyeurs agréés pour recycler l'acier et le verre, réalimentant ainsi l'industrie de la construction automobile en matières premières secondaires. Soluval vend chaque année 160 000 pièces détachées d'occasion.

- **Promesse sociale :** Soluval est un puissant tremplin de retour à l'emploi dans le bassin minier du Nord. La structure embauche des personnes en situation de précarité et les forme à des métiers techniques porteurs et en forte tension : démontage automobile, mécanique, carrosserie, magasinage, logistique ou encore conduite d'engins (CACES). Ce cadre de travail exigeant, rythmé par des processus industriels normés, couplé à un accompagnement socioprofessionnel sur mesure, permet aux salariés de valoriser de nouvelles compétences et de retrouver le chemin de l'emploi durable dans le secteur classique de l'automobile ou de la logistique.

Les facteurs de réussite économique :

- L'innovation de Soluval réside dans l'industrialisation du processus de démantèlement (véritable chaîne de montage inversée) et sa digitalisation (traçabilité complète des pièces). Triple certifiée (ISO 9001, 14001, 45001) et intégrée au réseau INDRA, la structure prouve que l'économie sociale peut répondre aux standards de qualité les plus stricts imposés par les constructeurs automobiles et les compagnies d'assurance. Elle participe directement à la réindustrialisation de la France en ancrant localement un centre d'expertise technique indispensable à la souveraineté matérielle de la filière automobile de demain. L'intégration au Groupe Vitamine T est aussi un facteur facilitant.

Contacts et infos pratiques :

- **Adresse :** 4 Rue des Freres Fache, 59580 Aniche
- **Contact :** | Tél : 03 27 90 39 45
- **Site web :** <https://soluval.fr/>
- **Fiche L'Annuaire des Entreprises :**
<https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/entreprise/soluval-512602459>
- **Fiche Les emplois de l'inclusion :**
<https://emplois.inclusion.beta.gouv.fr/company/4891/card>
- **Fiche Marché de l'inclusion :**
<https://lemarche.inclusion.gouv.fr/prestataires/soluval-59/>

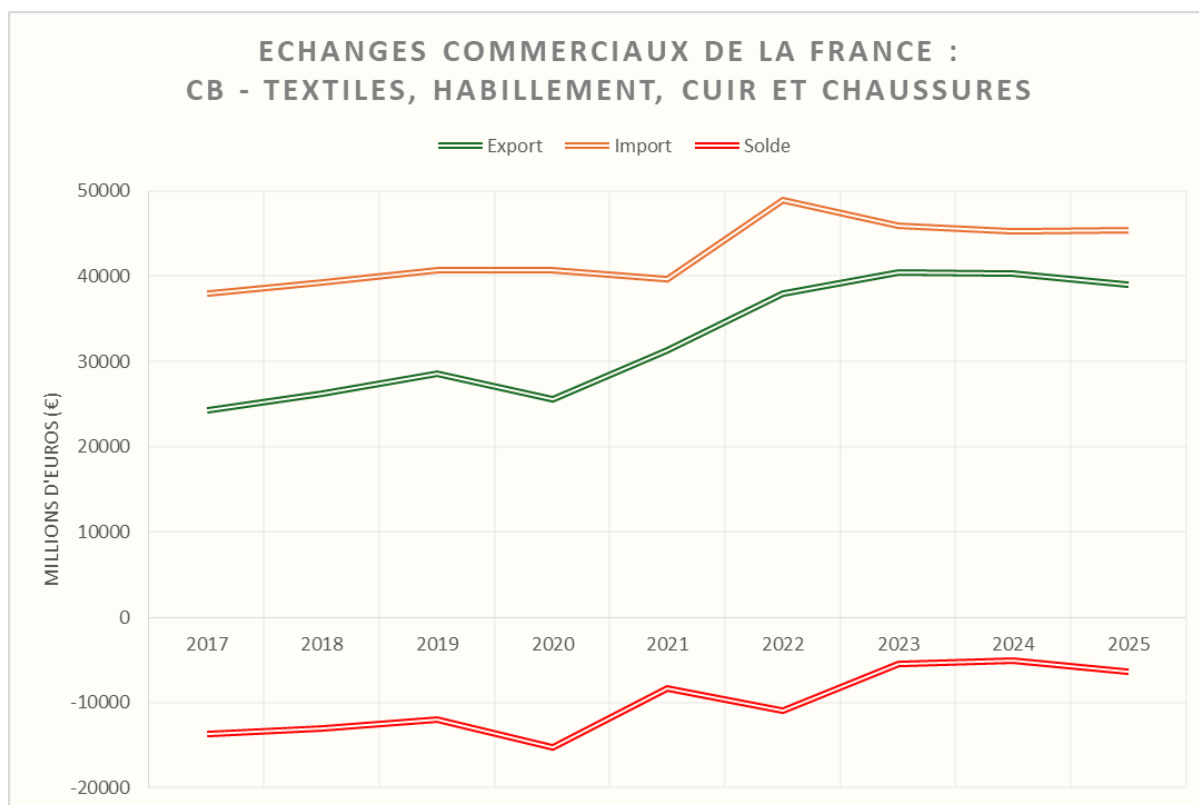
12 - Confectio

La confection textile inclusive et l'upcycling au service de la relocalisation industrielle

- **Statut juridique** : ACI - Atelier et Chantier d'Insertion & EI -Entreprise d'Insertion.
- **Date de création** : 2020
- **Effectifs** : 150 salariés, dont 130 en parcours d'insertion
- **Chiffre d'affaires** : 2 400 000€

Le constat :

- L'industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure est l'une des plus polluantes et a été massivement délocalisée. Face à la "fast-fashion", la France doit structurer des filières de recyclage, d'upcycling et de confection locale pour réduire son empreinte carbone et maîtriser le cycle de vie de ces matières complexes. Relocaliser la production et la réparation de vêtements, de maroquinerie ou de chaussures, tout en utilisant cette relance comme tremplin pour l'emploi, permet de concilier souveraineté matérielle, durabilité et inclusion sociale sur des bassins historiquement textiles. Sans compter que la France importe chaque année pour près de 40Mds€ de produits d'habillement, dont 10Mds€ proviennent de la Chine. Pour répondre à cet enjeu, la France a mis en place dès 2007 une filière REP du textile d'habillement, du linge de maison et des chaussures.



La solution :

- Confectio opère un grand atelier de confection industrielle et d'upcycling. Née de l'urgence de produire des masques en 2020, l'entreprise s'est diversifiée dans la coupe automatique, l'assemblage et la couture de vêtements de travail et d'articles techniques. Elle valorise les déchets textiles et les chutes de production (tissus, cuirs) pour l'éco-conception de nouveaux produits en partenariat avec des marques engagées. Elle assure également la transformation et la réparation d'articles d'habillement ou de maroquinerie, offrant une réponse industrielle aux besoins d'économie circulaire.



Modèle économique :

- Le modèle économique, orienté B2B et B2G, repose sur des prestations de sous-traitance industrielle et de confection, complétées par les aides aux postes d'insertion de l'État. Ses fournisseurs de matières premières sont des filatures locales, des industriels du textile, ou des acteurs du réemploi qui lui confient des gisements (tissus invendus, chutes de cuir). Ses clients incluent des marques de la mode responsable, des créateurs indépendants, ainsi que des collectivités ou des entreprises commandant des uniformes éco-conçus ou des accessoires upcyclés.

Focus sur l'impact :

- **Promesse écologique :** En privilégiant l'upcycling et la production à partir de matières secondaires, Confectio détourne d'importantes quantités de textiles et de cuirs de l'incinération. L'allongement de la durée de vie des vêtements par la

réparation et la relocalisation de la production en circuit court diminuent l'empreinte carbone liée au transport international. Cette démarche contribue directement à la réduction de la pollution chimique de l'eau et limite drastiquement l'extraction de matières premières vierges, inhérentes à l'industrie textile et de la chaussure traditionnelle.

- **Promesse sociale** : Implantée dans les Hauts-de-France, bassin historique de l'industrie textile, Confectio recrute des personnes éloignées de l'emploi (chômeurs de longue durée, jeunes sans qualification). À travers des dispositifs intensifs de formation, l'entreprise forme ces salariés aux métiers très recherchés de la couture industrielle, du patronage et de la coupe. Ce cadre bienveillant permet une montée en compétences rapide, restaurant la confiance en soi et assurant une employabilité durable dans un secteur textile en pleine mutation circulaire.

Les facteurs de réussite économique :

- L'entreprise prouve qu'il est possible de relocaliser la confection textile et le travail de matières complexes (tissus lourds, cuirs) en France grâce à l'économie sociale. En mutualisant des équipements de pointe (machines de coupe automatique) avec une main-d'œuvre inclusive formée sur mesure, elle préserve un savoir-faire manufacturier stratégique et offre une alternative locale, compétitive et éthique face aux délocalisations historiques du secteur de l'habillement.

Contacts et infos pratiques :

- **Adresse** : 2, boulevard Thomson, 59815 LESQUIN Cedex
- **Contact** : stephane.ayala@groupevitaminet.com | Tél : 03 20 61 70 70 (*Standard Groupe Vitamine T*) ; 07.89.54.30.90
- **Site web** : <https://confectio-vt.com/>
- **Fiche de L'Annuaire des Entreprises** : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/entreprise/confectio-904851276>
- **Fiche Marché de l'inclusion** : <https://lemarche.inclusion.gouv.fr/prestataires/confectio-59/>
- **Fiche Les emplois de l'inclusion** : <https://emplois.inclusion.beta.gouv.fr/company/10826/card>

13 – Atelier Résilience

La confection textile sur-mesure au service du « Made in France » et de la relocalisation

- **Statut juridique :** EI - Entreprise d'Insertion
- **Date de création :** 2020
- **Effectifs :** environ 80 collaborateurs en moyenne, répartis pour moitié entre l'encadrement permanent et les salariés en parcours d'insertion

L'enjeu :

- Historiquement fleuron de l'économie française, l'industrie textile a subi des décennies de délocalisations massives, entraînant une perte de souveraineté manufacturière et une forte précarisation dans des bassins industriels comme celui de Roubaix. En outre, la filière textile mondiale est l'une des plus polluantes au monde (gaz à effet de serre, surconsommation d'eau, déchets). Le défi stratégique de la France est de relocaliser une production de vêtements éthique et circulaire. Répondre à ce besoin de souveraineté tout en luttant contre le chômage structurel permet de recréer une industrie de l'habillement locale, décarbonée et pourvoyeuse d'emplois non délocalisables.

La solution :

- L'Atelier Résilience est une unité de confection textile industrielle. Née pour produire massivement des masques, elle s'est pérennisée en fabriquant des vêtements, des uniformes professionnels et des accessoires. En capacité de traiter de grands volumes, l'atelier assure le patronage, la coupe, l'assemblage et le marquage des produits. L'entreprise travaille sur des matières issues de filières responsables mais également sur des stocks dormants (upcycling) fournis par des marques de prêt-à-porter. Elle agit enfin comme la plateforme pilote du "Réseau Résilience", un groupement national de sous-traitance textile.

Modèle économique :

- Le modèle économique (B2B, B2G) repose sur la vente de produits finis et de prestations de sous-traitance en confection. Ses fournisseurs sont des tisseurs français, des filateurs de matières écoresponsables ou des marques lui confiant leurs invendus. Ses clients englobent des donneurs d'ordres publics (comme le Comité d'Organisation des JO ou l'État) pour d'importants marchés de vêtements professionnels, ainsi que des marques privées du prêt-à-porter (comme Sandro ou Zadig & Voltaire) souhaitant proposer des collections durables et solidaires.

Focus sur l'impact :

- **Promesse écologique :** En relocalisant la confection sur le territoire national, l'Atelier Résilience réduit drastiquement l'empreinte carbone liée au fret international (importation d'Asie). L'entreprise favorise la mode circulaire en utilisant des matières recyclées ou en valorisant les stocks dormants (*deadstocks*) de marques premium, évitant la destruction de tissus de qualité et l'extraction de matières vierges. Cette démarche de fabrication en circuit court et à la demande combat directement les dérives de la "fast-fashion" et sa surproduction structurellement polluante.
- **Promesse sociale :** Implanté à Roubaix, ville historiquement textile mais fortement touchée par la précarité, l'Atelier Résilience recrute des personnes éloignées de l'emploi en CDDI (Contrat à Durée Déterminée d'Insertion). En s'appuyant sur un modèle de transmission par les pairs, la structure forme ses salariés aux métiers très recherchés de la confection, de la coupe et de la logistique. Ce parcours valorisant restaure la confiance en soi, garantit une montée en compétences techniques et sécurise une transition positive vers l'emploi durable dans le secteur manufacturier ou logistique.

Les facteurs de réussite économique :

- L'innovation réside dans sa capacité à lier insertion par l'activité économique et agilité industrielle de haut niveau. L'Atelier Résilience prouve que l'économie sociale peut répondre à des marchés d'envergure exigeant de la réactivité, comme la fabrication de milliers d'uniformes pour les bénévoles des Jeux Olympiques de Paris 2024. L'entreprise préserve et modernise le savoir-faire couturier français, contribuant activement au renouveau industriel du Nord et prouvant que la relocalisation textile peut être économiquement viable. Le modèle a déjà remarquablement essaimé : l'Atelier Résilience a impulsé la création du "Réseau Résilience", le premier réseau textile inclusif français, regroupant aujourd'hui plus de 80 ateliers partenaires et près de 700 emplois.

Contacts et infos pratiques :

- **Adresse :** 156 Rue de l'Industrie, 59100 ROUBAIX
- **Contact :** info@resilience.fr ; e.simon@resilience.fr | Tél : 06.37.11.49.64 ; 07 89 01 18 89
- **Site web :** <https://www.resilience.fr/>
- **Fiche L'Annuaire des Entreprises :**
<https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/entreprise/atelier-resilience-887527273>
- **Fiche Les Emplois de l'inclusion :**
<https://emplois.inclusion.beta.gouv.fr/company/6203/card>

- **Fiche Marché de l'inclusion :**

<https://lemarche.inclusion.gouv.fr/prestataires/atelier-resilience-59/>

14 – CYGOGNE

Le spécialiste de l'éco-logistique solidaire

- **Statut juridique :** EI – Entreprise d'Insertion
- **Date de création :** 2021
- **Effectifs :** Entre 20 et 49 salariés, dont une part importante de cyclo-logisticiens embauchés en parcours d'insertion socio-professionnelle

Le constat :

- L'explosion du e-commerce a démultiplié les flux de marchandises en ville. Le "dernier kilomètre" de livraison est aujourd'hui le maillon le plus coûteux et le plus polluant de la chaîne logistique. Il engendre une saturation des centres-villes, des émissions massives de gaz à effet de serre et de particules fines. Parallèlement, le secteur de la livraison express repose souvent sur des modèles d'ubérisation précaires. Le défi stratégique consiste à décarboner le transport urbain de marchandises, pour répondre aux impératifs des Zones à Faibles Émissions (ZFE), tout en créant des emplois locaux, dignes et non délocalisables pour des publics éloignés de l'emploi.

La solution :

- Cygogne est une start-up spécialisée dans la cyclo-logistique et la livraison express du dernier kilomètre à Paris, en petite couronne et dans les Hauts-de-Seine. Elle assure la distribution de tous types de marchandises (colis traditionnels, mais aussi produits sous température dirigée/froids) en s'appuyant exclusivement sur une flotte de mobilité douce. Son parc d'exploitation, souvent basé dans des mini-hubs logistiques au cœur des parkings urbains, est constitué de vélos-cargos à assistance électrique, de remorques spécialisées et de petits véhicules utilitaires électriques, remplaçant ainsi intégralement les camionnettes thermiques.

Modèle économique :

- Le modèle d'affaires de Cygogne est orienté vers le B2B et le B2C. Ses clients sont des entreprises de e-commerce, des acteurs de la grande distribution alimentaire (drives, magasins de proximité), des artisans locaux ou des acteurs institutionnels ayant besoin d'expédier ou de recevoir des colis en milieu urbain. Ses revenus découlent de ses prestations tarifées de livraison et de transport express, complétées par les aides aux postes d'insertion versées par l'État. Ses fournisseurs incluent les fabricants et les réparateurs de vélos-cargos.

Focus sur l'impact :

- **Promesse écologique :** En substituant les véhicules de livraison thermiques par des vélos-cargos et des véhicules électriques, Cygogne offre une solution de transport véritablement neutre en carbone. Cette démarche réduit drastiquement les émissions de CO2 et de polluants atmosphériques (NOx) au cœur de la métropole francilienne. De plus, la cyclo-logistique désengorge l'espace public urbain, limite la pollution sonore et s'intègre parfaitement dans les exigences environnementales des ZFE, contribuant ainsi à une ville plus respirable et plus apaisée.
- **Promesse sociale :** Agréée Entreprise d'Insertion, Cygogne prend le contre-pied de l'ubérisation en salariant ses livreurs. Elle recrute des personnes éloignées de l'emploi et les forme au métier de "cyclo-logisticien". Cette formation inclut la maîtrise des mobilités douces en milieu urbain dense, les règles de sécurité, et la relation client. Ce cadre bienveillant et structurant, assorti d'un accompagnement socioprofessionnel, redonne un rythme de travail, valorise des compétences comportementales et techniques, et sécurise une réinsertion durable vers les métiers de la logistique classique.

Les facteurs de réussite économique :

- L'innovation majeure réside dans l'alliance de la haute performance logistique (livraison express, gestion du froid) avec l'inclusion sociale et la décarbonation. Cygogne prouve qu'un modèle de logistique urbaine compétitif peut se construire sur des emplois solidaires plutôt que sur la précarité. Bien qu'il s'agisse de services, cette activité structure une véritable ingénierie territoriale : elle réinternalise la chaîne de valeur du transport urbain et redonne à la France une maîtrise opérationnelle de ses flux métropolitains vitaux. Le modèle de la cyclo-logistique inclusive possède un potentiel de duplication immense dans toutes les métropoles françaises soumises à l'application des ZFE (Lyon, Marseille, Bordeaux, etc.). Pour massifier ce déploiement, il est indispensable de multiplier les "mini-hubs" de logistique urbaine au cœur des villes (en reconvertissant par exemple des parkings souterrains). Il faut également que les grands acteurs du e-commerce et de la distribution intègrent systématiquement des clauses d'insertion et de livraison bas-carbone dans leurs appels d'offres logistiques.

Contacts et infos pratiques :

- **Adresse :** 36 Rue Cambon, 92250 La Garenne-Colombes
- **Contact :** recrutement@cygogne.fr | Tél : 06.60.74.14.13 ; 07 64 75 55 25
- **Site web :** <https://cygogne.fr/>

- **Fiche L'Annuaire des Entreprises :**
<https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/etablissement/90051046200014>
- **Fiche Les emplois de l'inclusion :**
<https://emplois.inclusion.beta.gouv.fr/company/10311/card>
- **Fiche Marché de l'inclusion :**
<https://lemarche.inclusion.gouv.fr/prestataires/cygogne-92/>

15 - CYCLOCARE

Maillon manquant de la logistique du dernier kilomètre en zone urbaine dense

- **Statut juridique :** EI - Entreprise d'Insertion
- **Date de création :** 2022
- **Effectifs :** Environ 8 salariés, dont 5 collaborateurs en parcours d'insertion
- **Chiffre d'affaires :** Environ 500 000 €.

L'enjeu :

- La transition vers des mobilités urbaines décarbonées est un défi majeur, particulièrement pour les trajets domicile-travail qui saturent et polluent les métropoles. Si les entreprises sont de plus en plus incitées (ZFE, forfaits mobilités durables) à promouvoir le vélo, le développement du "vélotaf" se heurte à la peur de la panne, au manque de temps pour l'entretien et à une pénurie de mécaniciens qualifiés en France. Promouvoir le vélo tout en formant des publics vulnérables à un métier d'avenir permet de répondre simultanément à l'urgence climatique, à un besoin de santé publique et au chômage.

La solution :

- Cyclocare est une entreprise de services dédiée à la mobilité cyclable des organisations. Elle déploie des ateliers mobiles de révision et de réparation de vélos directement sur les lieux de travail. La structure propose également une offre de flottes partagées en location longue durée, en privilégiant des vélos à assistance électrique (VAE) de marque française. En complément, elle anime des ateliers pédagogiques (sécurité routière, remise en selle) pour rassurer et encourager les collaborateurs dans leur pratique urbaine. CycloCare répare des vélos particuliers, mais signe surtout des contrats de maintenance préventive et curative avec des opérateurs professionnels de cyclo-logistique (Carton Plein, La Roue Libre, Coursier-ly, etc.) qui constituent la nouvelle colonne vertébrale de la livraison du dernier kilomètre en zone urbaine dense. C'est donc le dernier maillon, crucial, de la chaîne logistique décarbonée du dernier kilomètre, qui constitue l'avenir de la livraison en zone urbaine dense.

Modèle économique :

- Le modèle économique de Cyclocare est un modèle Business to Business (B2B). Les revenus de l'entreprise proviennent de la facturation de ses interventions sur site, de l'animation d'ateliers de prévention et des contrats de location longue durée de flottes de vélos, revenus complétés par les aides d'État liées à l'insertion. Ses clients sont des entreprises privées et des collectivités publiques. Ses fournisseurs incluent les marques françaises de vélos, des grossistes en

pièces détachées et des fournisseurs d'outillage spécialisé. Depuis juillet 2025, CycloCare assure notamment l'entretien de la flotte de vélos cargos de Carton Plein, pionnier de la cyclo-logistique parisienne

Focus sur l'impact :

- **Promesse écologique :** En facilitant la pratique quotidienne du vélo, l'entreprise contribue directement à la réduction de l'empreinte carbone des trajets domicile-travail des entreprises clientes. La maintenance régulière opérée sur site allonge drastiquement la durée de vie du matériel, luttant ainsi contre l'obsolescence et l'abandon. De plus, le choix assumé de distribuer des vélos de fonction fabriqués ou assemblés en France favorise les circuits courts et limite le bilan carbone lourd lié à l'importation de flottes depuis l'Asie.
- **Promesse sociale :** Agréée Entreprise d'Insertion, Cyclocare recrute des personnes en situation de précarité (chômeurs de longue durée, personnes avec un statut de réfugié) pour les former au métier en tension de "Mécanicien Cycle Polyvalent". En s'appuyant sur son agrément d'organisme de formation Qualiopi, l'entreprise permet à ses salariés d'acquérir des compétences techniques pointues et un savoir-être essentiel face à une clientèle d'entreprise. Ce parcours sécurise leur réinsertion durable vers un marché classique de la micro-mobilité en pleine expansion.

Les facteurs de réussite économique :

- L'innovation réside dans l'externalisation de la réparation directement sur le lieu de travail (modèle B2B mobile), levant l'un des freins majeurs au vélotaf. En structurant une offre d'entretien locale et en déployant des marques de vélos françaises, Cyclocare participe à la création d'une véritable filière de services souveraine. L'entreprise démontre que la mobilité active génère des emplois techniques pérennes et non délocalisables, qui sont la clé de voûte de l'indépendance de la filière cycle nationale. Le modèle d'ateliers mobiles en entreprise possède un très fort potentiel de duplication dans toutes les grandes agglomérations soumises aux restrictions de circulation urbaine. Déjà présente à Paris et à Rennes, l'entreprise peut poursuivre son essaimage à condition que les Directions des Ressources Humaines et les Comités Sociaux et Économiques (CSE) fassent du vélo un véritable pilier de leur politique RSE, et que des financements continuent de soutenir l'achat d'outillages mobiles pour équiper les cyclo-mécaniciens.

Contacts et infos pratiques :

- **Adresse :** 185 RUE DE CHARENTON, 75012 PARIS
- **Contact :** clement@cyclo.care | Tél : +33.6.49.45.65.66
- **Site web :** <https://www.cyclo.care/>
- **Fiche L'Annuaire des Entreprises :**
<https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/etablissement/91290147700014>
- **Fiche Marché de l'inclusion :**
<https://lemarche.inclusion.gouv.fr/prestataires/cyclocare-75/>
- **Fiche Les emplois de l'inclusion :**
<https://emplois.inclusion.beta.gouv.fr/company/11084/card>

16 -REVIE-VERRE

Le recyclage en boucle fermée au service de l'humain et des ressources

- **Statut juridique** : ACI - Atelier et Chantier d'Insertion
- **Date de création** : 2020
- **Effectifs** : Entre 20 et 49 salariés, dont une grande majorité en parcours d'insertion socioprofessionnelle

Le constat :

Chaque année en France, **200 000 tonnes de verre** plat de déconstruction sont démontées, mais **à peine 5% sont valorisées**. L'Engagement pour la Croissance Verte fixe pourtant un objectif de 50% de valorisation. Toutefois, historiquement, la quasi-totalité de ce verre finissait enfouie. Face à l'épuisement mondial des réserves de sable (deuxième ressource la plus consommée au monde) et à la forte empreinte carbone de la fabrication du verre, le recyclage en boucle fermée est un impératif de souveraineté et d'écologie. Développer des filières locales de démantèlement permet de sécuriser l'approvisionnement des industriels en matières secondaires de haute pureté, tout en créant des emplois inclusifs non délocalisables.

La solution :

- Revie-Verre opère un centre industriel de démantèlement dédié aux menuiseries en fin de vie. Les fenêtres y sont collectées puis démontées avec une grande précision. Ce processus manuel permet de séparer méticuleusement le verre plat de ses cadres (bois, PVC, aluminium). L'association produit ainsi un gisement de calcin (débris de verre) d'une extrême pureté, exempt de contaminants, qu'elle réintroduit directement dans les fours de grands industriels verriers (comme Saint-Gobain) pour fabriquer du verre neuf. Les autres matériaux de la menuiserie sont orientés vers leurs filières respectives, atteignant un taux global de valorisation supérieur à 96 %.

Modèle économique :

- Le modèle économique de Revie-Verre (B2B) s'appuie sur la revente de matières premières secondaires et sur les aides de l'État liées à son statut d'ACI. Ses "fournisseurs" (apporteurs de gisements) sont les artisans menuisiers, les entreprises de travaux publics et les collectivités locales qui cèdent leurs menuiseries usagées. Ses clients directs sont les industriels de la filière verrière (qui rachètent le calcin), ainsi que les recycleurs spécialisés dans le traitement de l'aluminium, du bois et du PVC.



Focus sur l'impact :

- **Promesse écologique :** Le recyclage en boucle fermée opéré par Revie-Verre génère des bénéfices écologiques massifs pour l'industrie. L'incorporation d'une tonne de ce calcin pur dans un four verrier remplace directement 850 kg de sable, préservant ainsi cette ressource critique. De plus, la fusion du calcin nécessitant moins de chaleur que celle du sable, ce procédé réduit la consommation énergétique de l'usine de 30 % et évite l'émission de 300 kg de CO2 par tonne. L'entreprise contribue frontalement à la décarbonation du bâtiment et à la diminution radicale de l'enfouissement.
- **Promesse sociale :** Agréée Atelier et Chantier d'Insertion, l'association utilise cette activité circulaire comme un tremplin vers l'emploi dans le bassin angevin. Elle recrute des personnes rencontrant de lourdes difficultés d'accès à l'emploi. Le démantèlement de menuiseries, exigeant en termes de rigueur de tri, offre des postes accessibles qui revalorisent le travail manuel. Les salariés bénéficient d'un encadrement technique et socioprofessionnel sur mesure, leur permettant d'acquérir des compétences de plus en plus prisées dans les secteurs verts de la valorisation des déchets et de l'industrie, facilitant leur réinsertion durable.

Les facteurs de réussite économique :

- L'innovation réside dans le démantèlement qualitatif. Contrairement au broyage brutal souvent pratiqué sur les chantiers de démolition (qui pollue le verre et le décline), le tri manuel minutieux de Revie-Verre garantit une matière première secondaire de qualité supérieure. Cette démarche structure une véritable micro-industrie circulaire en Maine-et-Loire. En approvisionnant directement les usines françaises en calcin pur et en PVC recyclé, l'association renforce la résilience de la chaîne d'approvisionnement de la construction face aux tensions internationales. Le gisement de vieilles fenêtres étant réparti sur l'ensemble du

territoire national, le modèle de Revie-Verre est hautement duplicable. Pour massifier cette activité, le plein déploiement de la filière à Responsabilité Élargie des Producteurs (REP) des Produits et Matériaux de Construction du Bâtiment (PMCB) est crucial. Cet essaimage exige également la création d'un maillage territorial de plateformes de collecte pour capter les flux diffus des artisans, ainsi qu'un engagement ferme des industriels à intégrer des taux croissants de calcin issu du réemploi de menuiseries.

Contacts et infos pratiques :

- **Adresse :** 9 rue Copernic, 49240 Avrillé
- **Contact :** contact@revie-verre.org | Tél : 02.53.35.49.39
- **Site web :** www.revie-verre.org
- **Fiche L'Annuaire des Entreprises :**
<https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/etablissement/88070512400027>
- **Fiche Marché de l'inclusion :**
<https://lemarche.inclusion.gouv.fr/prestataires/revie-verre-49-ba1a/>
- **Fiche Les emplois de l'inclusion :**
<https://emplois.inclusion.beta.gouv.fr/company/11379/card>

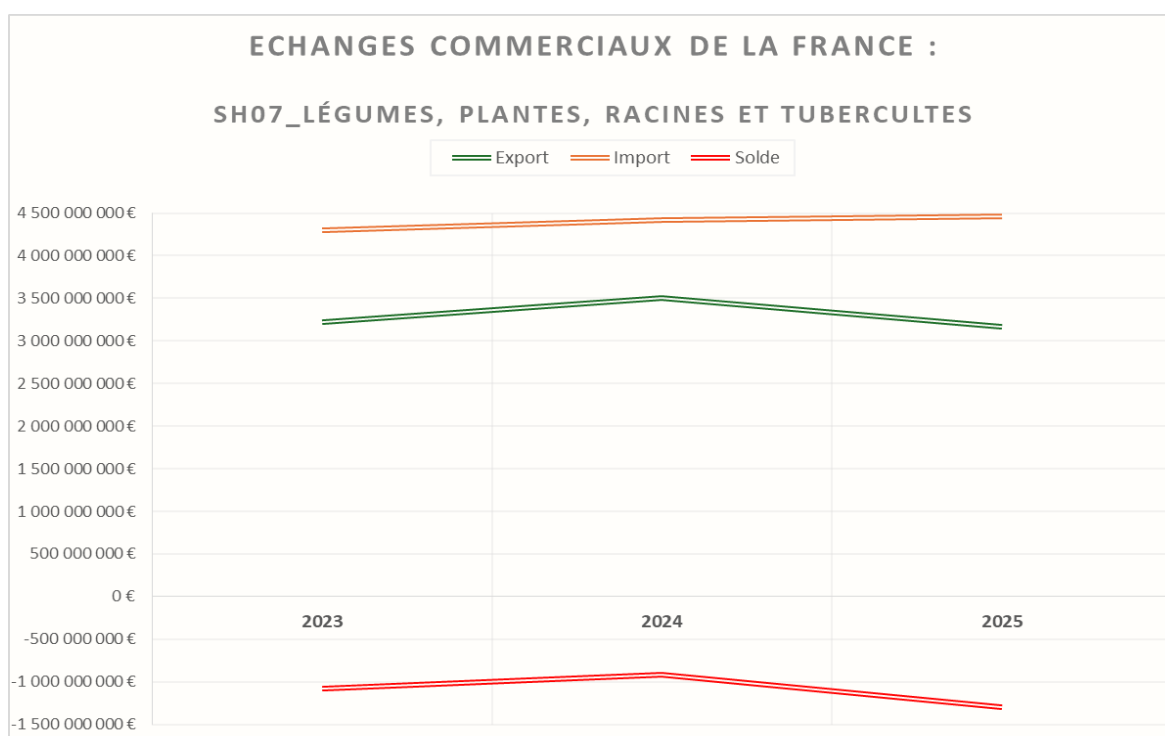
17 - LE POTAGER DE MARIANNE

L'insertion professionnelle au cœur du premier marché de gros du monde

- **Statut juridique** : ACI - Atelier et Chantier d'Insertion
- **Date de création** : 2008 (*Création initiale par ANDES*), intégré au Groupe SOS en 2019.
- **Effectifs** : 40 salariés, dont 29 en parcours d'insertion.

L'enjeu :

- En France, le gaspillage alimentaire représente un immense gâchis écologique et économique, générant des millions de tonnes de déchets chaque année, y compris sur les grands marchés de gros qui sont les poumons de notre approvisionnement. Ainsi, chaque jour sur le marché de gros de Rungis, des tonnes de fruits et légumes frais sont jetées car elles présentent de légers défauts d'aspect ou de calibrage, tandis que des millions de personnes en situation de précarité peinent à accéder à une alimentation fraîche et de qualité. Relever le défi de la justice alimentaire et de l'économie circulaire est donc essentiel. Il s'agit de structurer des filières capables de capter massivement ces invendus avant qu'ils ne soient détruits. Combiner cette logistique anti-gaspillage avec la création d'emplois locaux permet de répondre simultanément à l'urgence environnementale, au droit à une alimentation digne pour tous et à la réinsertion des publics exclus du marché du travail. En outre, la France observe un déficit commercial négatif persistant sur le marché des légumes et tubercules, de plus de 1Md€.an.



La solution :

- Créé par l'A.N.D.E.S (Association Nationale des Épiceries Solidaires) en partenariat avec le ministère de l'Agriculture, le Potager de Marianne est né pour faire le pont entre ces deux problématiques. Il est implanté directement au cœur du MIN de Rungis pour capter la ressource à la source. Le chantier d'insertion collecte quotidiennement les fruits et légumes invendus auprès des grossistes. Les équipes les trient, les valorisent, les reconditionnent et préparent les commandes pour la redistribution auprès de toutes les épiceries sociales et solidaires de la région.



Modèle économique :

- **Fournisseurs :** les grossistes du M.I.N de Rungis font dons de leurs invendus alimentaires, ce qui leur permet de les défiscaliser.
- **Clients :** Les produits sauvés sont livrés à environ 300 associations reconnues d'aide alimentaire en Île-de-France, dont le vaste réseau des épiceries sociales et solidaires francilien, qui ne s'acquittent que d'une Participation Aux Frais Logistiques (PAF)

Focus sur l'Impact :

- **Promesse Écologique :** En captant directement les invendus à la source, au cœur du plus grand marché de produits frais au monde, Le Potager de Marianne évite chaque année la destruction de centaines de tonnes de fruits et légumes. Cette action anti-gaspillage massive limite drastiquement les émissions de gaz à effet de serre liées à l'incinération ou à l'enfouissement de la matière organique. De plus, la structure s'inscrit dans une boucle circulaire : les denrées finalement jugées impropres à la consommation lors du tri sont valorisées sur place grâce à un composteur électromécanique installé au sein du MIN, évitant ainsi tout déchet ultime. Au total ce sont 5 tonnes de fruits et légumes qui sont sauvées de la destruction chaque jour. La réduction massive de l'empreinte carbone est aussi liée à l'incinération des biodéchets sur le marché de Rungis.

- **Promesse Sociale** : Agréé Atelier et Chantier d'Insertion, Le Potager de Marianne recrute des personnes très éloignées de l'emploi. Les salariés bénéficient d'un contrat de travail et se forment à des métiers de la logistique en tension en Île-de-France : cariste, préparateur de commandes, trieur ou chauffeur-livreur. Cet accompagnement socioprofessionnel restaure l'estime de soi et lève les freins périphériques à l'emploi. Par ailleurs, l'impact social s'étend aux bénéficiaires finaux : en approvisionnant les épiceries solidaires en fruits et légumes, la structure favorise l'accès à une alimentation saine et digne pour des milliers de familles en situation de précarité.

Les facteurs de réussite économique :

- Un emplacement stratégique : être situé directement au sein du MIN de Rungis supprime les coûts et les barrières logistiques de la collecte. Le Potager de Marianne est identifié par les grossistes comme un partenaire fiable et quotidien pour la gestion de leurs invendus, ce qui pérennise l'approvisionnement.
- La force d'un réseau : l'appartenance à Solidarité Alimentaire France et au Groupe SOS assure des débouchés constants via le réseau des 630 épiceries solidaires ANDES au niveau national.
- Essaimage : le modèle est dupliqué sur d'autres Marchés d'Intérêt National en France (comme le *Gardin de Marianne* sur le MIN de Lomme, ou le *Panier de la Mer*). L'objectif est de développer la transformation locale (soupes, confitures) pour les produits trop mûrs.

Contacts et infos pratiques :

- **Adresse** : MIN de Rungis, Cour d'Alsace, Bâtiment B4A, 94150 Rungis.
- **Contact** : arnaud.langlais@epiceries-solidaires.org ;
contact.rungis@andes-france.com | Tél : 01 46 87 00 16 / 07.87.06.41.01
- **Lien web** : <https://www.groupe-sos.org/structure/aci-le-potager-de-marianne/>
- **Fiche L'Annuaire des Entreprises** :
<https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/etablissement/84510779600102>
- **Fiche Marché de l'inclusion** :
<https://lemarche.inclusion.gouv.fr/prestataires/solidarite-alimentaire-france-94/>
- **Fiche Les emplois de l'inclusion** :
<https://emplois.inclusion.beta.gouv.fr/company/4179/card>

18 – Les Paniers de la Mer

L'anti-gaspillage des produits de la mer au service de l'aide alimentaire et de l'inclusion

- **Statut juridique** : ACI – Atelier et Chantier d'Insertion.
- **Date de création** : 1997 (création du premier Panier de la Mer à Guilvinec (29)).
- **Effectifs** : Entre 130 et 150 salariés, répartis sur quatre ACI.

L'enjeu :

- En France, les criées et les ports de pêche génèrent chaque année d'importants volumes de produits de la mer qui ne sont pas vendus (surplus de pêche). Parallèlement, les structures d'aide alimentaire manquent cruellement de protéines animales de haute qualité nutritionnelle pour approvisionner les publics en situation de précarité. Récupérer et transformer ces ressources halieutiques avant leur destruction représente un double défi de justice alimentaire et de lutte contre le gaspillage. Y associer la création d'emplois inclusifs permet de redynamiser les bassins d'emploi littoraux, souvent durement frappés par le chômage, tout en préservant le tissu des métiers de la mer.

La solution :

- Les Paniers de La Mer constitue une fédération nationale de quatre Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI), implanté en Bretagne et dans les Haut-de-France : au cœur de Capécure, dans le quartier historique de la pêche de Boulogne-sur-Mer, mais aussi à Lorient, Saint-Malo et Penmarc'h. Les ACI des Paniers de la Mer récupèrent les poissons invendus à la criée en partenariat avec les professionnels de la filière. Les équipes réceptionnent, trient, nettoient et transforment cette matière première. Les salariés procèdent au filetage minutieux des poissons, puis les conditionnent en portions individuelles (sachets d'1kg) avant de les surgeler. Ces produits de la mer transformés et prêts à cuisiner sont ensuite distribués exclusivement et gratuitement (hormis une Participation Aux Frais logistiques) à l'ensemble des réseaux d'associations alimentaires (Restos du Cœur, Banques Alimentaires, Secours Populaire, épiceries sociales) pour l'aide alimentaire nationale. Les poissons sont livrés sur l'ensemble du territoire national, dès la palette d'une demie-tonne, conditionnées en cartons de 10 sachets.



Modèle économique :

- Le modèle économique est strictement non lucratif et repose sur une hybridation financière. Les fournisseurs sont les criées, les armateurs, les mareyeurs et les pisciculteurs qui font don de leurs invendus en poissons ou les mettent à disposition à prix marginaux (couvrant les coûts des criés notamment). Les bénéficiaires finaux sont les réseaux de l'aide alimentaire. Le fonctionnement des ateliers de transformation est rendu possible grâce aux aides au poste de l'État (financement de l'insertion), au soutien des collectivités, et aux fonds européens (notamment le Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche). Dans le Nord et l'Ouest, la pêche hauturière engendre parfois des invendus. Cela permet un approvisionnement pour des Chantiers d'Insertion comme les Paniers de la Mer. Afin d'acheminer les poissons aux différents ateliers et de les distribuer aux associations bénéficiaires à l'échelle nationale, une partie du transport peut être défiscalisée (mécénat de service).

Focus sur l'Impact :

- **Promesse Écologique** : En récupérant massivement les invendus, les associations PLM évitent la destruction d'une ressource naturelle noble, prélevée dans un environnement fragile. Cette logique de revalorisation systématique constitue un levier puissant d'économie circulaire maritime. Elle réduit l'impact écologique global de la pêche en optimisant l'usage de chaque tonne de poisson ramenée au port, plutôt que de la destiner à la fabrication de farines animales.
- **Promesse Sociale** : En tant qu'Ateliers et Chantiers d'Insertion, les structures recrutent des personnes éloignées du marché du travail (chômeurs de longue durée, bénéficiaires des minima sociaux). Elles sont formées aux métiers d'ouvrier de marée, de fileteur et aux règles d'hygiène strictes de l'agroalimentaire. Ces compétences sont très recherchées dans le premier port de pêche de France, mais également dans les entreprises de l'agroalimentaire et

de la restauration, garantissant une bonne employabilité à la sortie. Surtout, la finalité solidaire de leur production (fournir des repas sains aux plus démunis) offre aux salariés un profond sentiment d'utilité sociale.

Les facteurs de réussite économique :

- L'innovation réside dans le développement d'une micro-industrie de transformation solidaire au cœur même des infrastructures portuaires classiques. Les Paniers de la Mer prouvent qu'il est possible de structurer des chaînes de production aux normes sanitaires élevées en s'appuyant sur une main-d'œuvre inclusive. Ce modèle participe au maintien de savoir-faire manuels de précision (comme le filetage au couteau) sur le territoire national, renforçant la résilience et l'ancrage local de la filière de transformation des produits aquatiques face à la concurrence des pays à bas coûts. Le modèle a déjà prouvé son potentiel de réplication à travers la Fédération Nationale, avec d'autres ateliers fonctionnels sur différentes façades maritimes. Pour poursuivre cette massification, il est impératif de sécuriser des locaux industriels aux normes au sein des ports. L'essaimage nécessite un engagement continu des armateurs et des criées pour fournir des gisements réguliers, ainsi que le maintien des dispositifs de défiscalisation des dons en nature ou de compétences logistiques pour encourager les professionnels de la pêche à donner plutôt qu'à détruire et les transporteurs à assurer la logistique à travers l'hexagone. Surtout, les aides aux postes restent le levier indispensable de viabilité économique des dispositifs.
- Ce modèle pourrait potentiellement être répliqué en Nouvelle-Aquitaine ou en PACA, avec leurs nombreuses zones portuaires (comme Saint-Jean-de-Luz, Arcachon ou La Rochelle en Nouvelle-Aquitaine, ou Sète et Marseille en Méditerranée). Néanmoins, en PACA et Occitanie, la flotte est très majoritairement constituée de "petits métiers" (navires <12 mètres). La pêche est plus artisanale, les volumes sont plus faibles, saisonniers et souvent vendus en circuit ultra-court. Le gisement d'invendus est donc beaucoup plus fragmenté et irrégulier, nécessitant d'inventer un modèle hybride.

Contacts et infos pratiques :

- **Adresse :** 4 rue René Daniel 29720 Ploneour Lanvern (siège de la fédération) ;
 - o 5 rue de Verdun, 62200 Boulogne-Sur-Mer (locaux d'activité sur la zone portuaire de Capécure) ;
 - o Magasin 70 -port de pêche de Keroman 56100 Lorient ;
 - o Terre-plein du port, quai Kruguen, 29760 Penmarc'h ;
 - o Association PASS'EMPLOI, 53 avenue de la ville es cours, 35400 Saint-Malo.
- **Contact :**

- o Mails : panierdelamer62@orange.fr (ACI de Boulogne-sur-mer) ; panierdelamerbs@gmail.com (ACI de Lorient) ; atelierplm29@gmail.com (ACI de Penmarc'h) ; contact@passememploi.fr (ACI de Saint-Malo, porté par l'association PASS'EMPLOI).
- o Tél : 07 83 58 22 40 (ACI de Boulogne-sur-Mer) ; 07 86 50 12 29 (ACI de Lorient) ; 07 86 50 12 29 (ACI de Penmarc'h) ; 02 99 19 14 12 (ACI de Saint-Malo) ; [09 53 89 04 12](tel:0953890412) (Fédération des Paniers de la Mer)
- **Lien web :** <https://www.panierdelamer.fr/> (site internet de la Fédération)
- **Fiches L'Annuaire des Entreprises :**
 - o Association Fédération des Paniers de la Mer : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/entreprise/federation-nationale-des-paniers-de-la-mer-509907226>
 - o ACI de Boulogne-Sur-Mer : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/etablissement/44485057200025>
 - o ACI de Lorient : https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/etablissement/44893768000040?mtm_campaign=le-marche-inclusion
 - o ACI de Penmarc'h : https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/etablissement/44893768000057?mtm_campaign=le-marche-inclusion
- **Fiches Marché de l'inclusion :**
 - o ACI de Boulogne-Sur-Mer : <https://lemarche.inclusion.gouv.fr/prestataires/assoc-le-panier-de-la-mer-62-62/>
 - o ACI de Lorient : <https://lemarche.inclusion.gouv.fr/prestataires/le-panier-de-la-mer-bretagne-sud-56/>
 - o ACI de Penmarc'h : <https://lemarche.inclusion.gouv.fr/prestataires/petillon-29/>
 - o ACI de Saint-Malo (porté par l'association PASS'EMPLOI) : <https://lemarche.inclusion.gouv.fr/prestataires/passememploi-35/>
- **Fiches Les emplois de l'inclusion :**
 - o ACI de Boulogne-Sur-Mer : <https://emplois.inclusion.beta.gouv.fr/company/2313/card>
 - o ACI de Penmarc'h : <https://emplois.inclusion.beta.gouv.fr/company/8290/card>
 - o ACI de Saint-Malo : <https://emplois.inclusion.beta.gouv.fr/company/7545/card>

- o ACI de Lorient :
<https://emplois.inclusion.beta.gouv.fr/company/7556/card>

19 – Jardin de Cocagne Angevin

Le maraîchage biologique et solidaire au service de l'inclusion et de l'alimentation locale

- **Statut juridique** : ACI – Atelier et Chantier d'Insertion.
- **Date de création** : 1999.
- **Effectifs** : 50, dont 36 en parcours d'insertion.
- **Chiffre d'Affaires** : 417 000€

L'enjeu :

- L'accès à une alimentation saine, locale et biologique reste souvent difficile pour les ménages les plus modestes, tandis que le gaspillage alimentaire représente un immense gâchis environnemental et économique au sein de notre chaîne d'approvisionnement. Parallèlement, de nombreuses personnes font face à une exclusion durable du marché du travail et peinent à retrouver une dynamique professionnelle. L'enjeu est de concilier la lutte contre la précarité alimentaire et le chômage de longue durée avec la transition agroécologique. Développer des circuits courts agricoles et des fermes urbaines permet de créer des emplois non délocalisables tout en offrant une réponse concrète aux défis environnementaux et sociaux des territoires.

La solution :

- Le Jardin de Cocagne Angevin est une exploitation maraîchère biologique à vocation sociale. Conventionnée comme Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), l'association cultive, récolte et distribue des légumes certifiés bio sous forme de paniers hebdomadaires en circuit court sur l'agglomération angevine. Outre la production agricole (incluant le développement d'une ferme urbaine multi-sites), le Jardin s'engage fortement contre le gaspillage alimentaire. L'association récupère des fruits et légumes invendus ou déclassés (notamment auprès du Marché d'Intérêt National - MIN ou d'autres acteurs de la filière), qu'elle trie, reconditionne et recycle pour les redistribuer à prix solidaires.



Modèle économique :

- Le modèle économique du Jardin de Cocagne Angevin s'appuie sur une logique de vente directe en B2C (Business to Consumer). Ses revenus proviennent en grande partie des abonnements de son réseau de fidèles adhérents ("consom'acteurs") qui achètent les paniers de légumes hebdomadaires. Cette activité commerciale est complétée par les aides au poste de l'État, inhérentes à son statut d'ACI, ainsi que par le soutien financier de partenariats publics (Ville d'Angers, Centre Communal d'Action Sociale) liés à la mise en œuvre de ses actions de solidarité alimentaire (comme les dispositifs de "filets solidaires").

Focus sur l'Impact :

- **Promesse Écologique** : L'intégralité de la production maraîchère est certifiée agriculture biologique, préservant ainsi la qualité des sols, de l'eau et de la biodiversité locale. En privilégiant exclusivement les circuits courts, le Jardin limite drastiquement l'empreinte carbone liée au transport des denrées. De plus, son activité de récupération logistique des invendus évite la destruction et l'enfouissement de dizaines de tonnes de produits frais, s'inscrivant pleinement dans une démarche d'économie circulaire.
- **Promesse Sociale** : Le Jardin de Cocagne Angevin est un puissant tremplin de retour à l'emploi. Il recrute des personnes en situation de précarité et leur offre un contrat de travail couplé à un accompagnement socioprofessionnel sur mesure. Les salariés y acquièrent des compétences techniques (maraîchage, conduite d'engins, logistique, préparation de commandes) qui restaurent leur confiance et favorisent leur employabilité. L'impact social s'étend aussi aux consommateurs : en proposant des tarifs adaptés selon les revenus, la structure garantit l'accès à une alimentation digne, saine et de qualité pour les publics fragilisés du territoire.

Les facteurs de réussite économique :

- L'ancrage territorial est le pilier de la réussite du Jardin de Cocagne Angevin. Son intégration dans les réseaux locaux (partenariat avec le CCAS d'Angers, lien avec le MIN) lui assure un maillage solide pour sécuriser ses approvisionnements en invendus et la distribution de ses produits. Le modèle s'appuie fortement sur l'engagement citoyen : l'abonnement préalable aux paniers garantit une avance de trésorerie sécurisante et des débouchés constants pour la production agricole, évitant ainsi les pertes financières. Enfin, l'hybridation de ses activités (production de légumes d'un côté, logistique anti-gaspillage de l'autre) permet de diversifier les supports de formation et d'augmenter sa résilience économique globale.

Contacts et infos pratiques :

- **Adresse :** Siège social : 34 Rue des Noyers, 49000 Angers / Site d'exploitation : La Bouvarderie, 49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou
- **Contact :** SOCIOPROCOGAGNE@JDCA49.ORG | Tél : 02 41 93 19 19
- **Lien web :** <https://www.jardin-cocagne-angers.org/>
- **Fiche L'Annuaire des Entreprises :**
<https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/entreprise/jardin-de-cocagne-angevin-association-423467562>
- **Fiche Marché de l'inclusion :**
<https://lemarche.inclusion.gouv.fr/prestataires/assoc-jardin-de-cocagne-angevin-rj-49/>
- **Fiche Les emplois de l'inclusion :**
<https://emplois.inclusion.beta.gouv.fr/company/7921/card>

20 – L'Atelier SIIS

La sous-traitance industrielle locale et inclusive au service de la santé de demain

- **Statut juridique** : EI - Entreprise d'Insertion (conventionnée ESUS).
- **Date de création** : 1985.
- **Effectifs** : Près de 80 collaborateurs, dont 60 ETP en parcours d'insertion, encadrés par 19 salariés permanents.
- **Chiffre d'Affaires** : 2 000 000€

L'enjeu :

- Dans un contexte où les start-ups innovantes de la "MedTech" (technologies médicales) peinent souvent à trouver des partenaires industriels fiables et agiles pour l'assemblage de leurs dispositifs sans avoir recours à la délocalisation, la relocalisation de la production technologique devient un enjeu de souveraineté. Parallèlement, des bassins industriels majeurs comme la métropole grenobloise font face au défi persistant du chômage. Créer des synergies entre l'innovation de pointe (comme les thérapies digitales) et l'économie sociale permet de répondre simultanément au besoin de production en circuits courts et à l'urgence de l'insertion socio-professionnelle locale.

La solution :

- Situé à Seyssinet-Pariset, près de Grenoble, l'Atelier SIIS est une Entreprise d'Insertion spécialisée dans la sous-traitance industrielle, ainsi que dans l'hygiène urbaine et l'entretien des espaces verts. Doté de 2 000 m² d'ateliers, l'Atelier SIIS assure des prestations minutieuses de câblage, de préparation de faisceaux, d'électronique et de conditionnement. L'excellence industrielle de l'Atelier SIIS s'illustre particulièrement au travers de son **partenariat de sous-traitance avec la start-up française Ludocare**. L'Atelier gère toute la partie technique de **l'assemblage et de la post-production de « Joe »**, un **robot-compagnon connecté destiné à aider les enfants atteints d'asthme** à suivre leur traitement. Cette collaboration a pris une dimension historique lorsque, en avril 2026, **la Haute Autorité de Santé (HAS) a rendu, pour la première fois en France, un avis favorable au remboursement d'une Thérapie Digitale** pour la solution complète de Ludocare, dont le robot Joe fabriqué par l'Atelier SIIS est la clé de voûte matérielle.



Modèle économique :

- Le modèle économique hybride de l'Atelier SIIS repose principalement sur des prestations B2B (Business to Business). Ses revenus sont générés par la facturation de ses services industriels (et de nettoyage/paysagisme) auprès de clients très variés : multinationales, start-ups de la French Tech (comme Ludocare), TPE et collectivités territoriales. Cette activité commerciale est soutenue et complétée par les aides financières au poste versées par l'État dans le cadre de sa mission d'Insertion par l'Activité Économique.

Focus sur l'Impact :

- **Promesse Écologique** : En offrant une solution de sous-traitance, l'Atelier SIIS permet aux jeunes pousses de la santé et de la technologie de faire le choix du *Made in France*. Le maintien de l'assemblage de dispositifs technologiques dans l'agglomération grenobloise limite considérablement l'empreinte carbone logistique qui résulterait d'une délocalisation en Asie. De surcroît, l'entreprise applique des méthodes éco-responsables à l'ensemble de ses activités de terrain (parc matériel écologique, prestataires de proximité).
- **Promesse Sociale** : La structure propose un emploi durable et un accompagnement fort à des personnes éloignées du marché du travail. En les formant à des métiers d'opérateurs de production soumis à des normes industrielles et médicales strictes, l'Atelier favorise une employabilité forte à la sortie du parcours. Contribuer directement à la

fabrication d'un robot soignant pour des enfants est également un puissant levier d'engagement, qui redonne de la fierté et du sens au travail des salariés en insertion.

Les facteurs de réussite économique :

- L'Atelier SIIS démontre avec brio que l'économie sociale et solidaire est parfaitement capable de répondre aux très hautes exigences du secteur médical. Certifiée ISO 9001, la structure a su se conformer aux exigences réglementaires et documentaires drastiques qu'imposent la production de dispositifs médicaux (pour le robot Ludocare). Son succès repose aussi sur sa forte implication dans le maillage économique local et régional (CPME, UDIMEC, réseau TI38). L'Atelier SIIS prouve ainsi que la réindustrialisation inclusive est un modèle robuste, compétitif et hautement qualitatif.

Contacts et infos pratiques :

- **Adresse** : 3 Rue de la Levade, 38170 Seyssinet-Pariset
- **Contact** : contact@latelier6.fr ; cre@latelier6.fr | **Tél** : 04 76 84 47 90
- **Lien web** : <https://www.atelier-siis.com/>
- **Fiche L'Annuaire des Entreprises** :
<https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/entreprise/l-atelier-sous-traitance-industrielle-insertion-socio-professionnelle-l-atelier-siis-334025905>
- **Fiche Marché de l'inclusion** :
<https://lemarche.inclusion.gouv.fr/prestataires/assoc-atelier-siis-38/>
- **Fiche Les emplois de l'inclusion** :
<https://emplois.inclusion.beta.gouv.fr/company/5342/card>

21 – L'ESAT ECOD'AIR

Allier les transitions numérique et écologiques avec l'inclusion des personnes en situation de handicap

- **Statut juridique** : Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT), intégré à un Groupe d'Économie Solidaire (GES) agréé ESUS.
- **Date de création** : 2004.
- **Effectifs du groupe** : 190 salariés, dont 130 travailleurs en situation de handicap et 40 en parcours d'insertion.
- **Chiffre d'affaires du groupe** : 7 260 000€ (+16% de croissance par rapport à 2024).

L'enjeu :

- L'accélération de la transition numérique des organisations génère un volume critique et exponentiel de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE). La fabrication d'équipements informatiques neufs pèse lourdement sur l'environnement en raison de l'extraction intensive de terres rares et de métaux précieux, un secteur où la dépendance stratégique et commerciale de la France vis-à-vis de l'Asie est quasi totale.

Par ailleurs, le renouvellement des parcs informatiques des entreprises et des administrations se heurte au défi critique de la sécurité et de la confidentialité des données. En parallèle, les personnes souffrant de troubles psychiques ou mentaux rencontrent un taux d'exclusion majeur sur le marché du travail ordinaire, alors même que les métiers de la maintenance technique, de la logistique et du reconditionnement informatique offrent des opportunités de valorisation et d'insertion non délocalisables au cœur des territoires.

La solution :

- Le cœur d'activité d'Ecodair repose sur la collecte, le diagnostic, la réparation et le reconditionnement de flottes informatiques professionnelles. Pour rassurer ses partenaires publics et privés (plus de 1500 clients professionnels dont l'Autorité de Sûreté Nucléaire, Dassault Systemes, le CHU de Rennes, la Ville de Marseille, etc), l'ESAT applique des protocoles de sécurité de niveau industriel. L'effacement des données confidentielles est opéré de manière rigoureuse via le logiciel Blancco, certifié par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). Les disques durs endommagés ou obsolètes font l'objet d'une destruction physique totale avec une traçabilité complète des matières.

Modèle économique :

- La structure opère selon un modèle d'affaires hybride équilibré (B2B, B2G et B2C). Côté approvisionnement, Ecodair sécurise ses gisements en nouant des partenariats de long terme avec de grands comptes privés et des acteurs publics qui lui font don ou lui cèdent leurs flottes informatiques usagées.
Côté débouchés, l'association génère des revenus commerciaux robustes via la facturation de prestations de services (gestion de parc, logistique de collecte, destruction de données) et la commercialisation de ses équipements reconditionnés de haute qualité. Ces matériels sont vendus à prix solidaires aux entreprises, aux écoles, aux réseaux associatifs ou aux particuliers via une boutique en ligne dédiée. Ce flux de chiffre d'affaires s'articule de manière vertueuse avec les dotations de fonctionnement et les aides au poste inhérentes au statut d'ESAT.

Focus sur l'Impact :

- **Promesse Écologique** : L'établissement bénéficie d'une double certification ISO 9001 pour son système de management de la qualité et ISO 14001 pour sa gestion environnementale. De plus, Ecodair permet aux acheteurs publics de satisfaire aux obligations de la loi AGECE, qui impose une part minimale de matériel reconditionné dans la commande publique. Ecodair a procédé à 267 collectes à travers la France, traité 57 000 équipements informatiques et en a revendu 16 800 en 2025. Or, la fabrication d'un PC neuf de 2 kg demande la consommation de plus de 436 kg de combustible fossile (gaz ou pétrole) et de 1 500 litres d'eau. Par conséquent chaque PC reconditionné représente une économie de ressource considérable.
- **Promesse Sociale** : Sur le plan social, Ecodair s'est historiquement spécialisé dans l'accompagnement de personnes souffrant de troubles psychiques et mentaux. Ce public trouve dans les tâches méticuleuses du reconditionnement informatique un cadre de travail structurant, valorisant et qualifiant. L'établissement conçoit son activité comme un « métier-passerelle ». Grâce à une formation continue interne, les travailleurs développent des compétences techniques en maintenance informatique et en logistique, leur permettant pour certains de basculer vers le milieu ordinaire ou des entreprises adaptées de manière sécurisée, tout en conservant un droit au retour en ESAT en cas de rupture de parcours. Par ailleurs, Ecodair travaille également en lien avec Emmaüs Connect et plus de 2 600 PC reconditionnés par Ecodair ont été fléchés vers le secteur de la solidarité en 2025.

Les facteurs de réussite économique :

- La structure s'est développée pour devenir un groupe d'économie sociale (GES) et solidaire employant 180 permanents, dont 120 travailleurs en situation de handicap pour son seul site parisien. Ce dernier regroupe un ESAT, deux entreprises adaptées, un chantier d'insertion et une entreprise d'insertion, créant ainsi une synergie unique de parcours professionnels. Ecodair s'est également déployé en régions avec des implantations à Lyon et à Marseille , ainsi qu'à Paris-Saclay. Fin 2024, un nouveau site a été ouvert en partenariat avec la Fondation AMIPI, un acteur historique de l'insertion dans l'Ouest de la France, étendant encore la portée nationale de son modèle.

Contacts et infos pratiques :

- **Adresse :** 73 RUE DE L'EVANGILE – 75018 PARIS
- **Contact :** communication@ecodair.org | **Tél :** 01 44 65 07 77
- **Lien web :** <https://www.ecodair.com/>
- **Fiche L'Annuaire des Entreprises :**
<https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/entreprise/ecod-air-452310253>
- **Fiche Le Marché de l'Inclusion :**
<https://lemarche.inclusion.gouv.fr/prestataires/ecodair-esat-75/>

22 – L'AITA

L'intérim social au service du recrutement local et inclusif en Anjou

- **Statut juridique :** AI – Association Intermédiaire
- **Date de création :** 1993.
- **Effectifs du groupe :** 6 salariés permanents et près de 400 salariés accompagnés en insertion chaque année.
- **Chiffre d'affaires du groupe :** 1 345 000€

L'enjeu :

- En Maine-et-Loire, de nombreux secteurs d'activité (BTP, second œuvre, industrie, logistique, agroalimentaire ou propreté) font face à des pénuries chroniques de main-d'œuvre et à des tensions de recrutement locales. Parallèlement, des demandeurs d'emploi de longue durée, des jeunes sans qualification ou des personnes en situation de vulnérabilité sociale restent exclus du marché du travail ordinaire, faute de parcours progressifs leur permettant de retrouver le rythme professionnel et de valider leurs compétences. Le défi consiste à structurer une offre de mise à disposition de personnel agile, capable de sécuriser les besoins RH à court ou moyen terme des donneurs d'ordres, tout en déployant un accompagnement médico-social et technique pour propulser ces publics vers l'emploi stable dans le milieu ordinaire.

La solution :

- L'AITA opère comme une agence d'intérim solidaire et un opérateur de sourcing inclusif sur l'agglomération d'Angers. L'association reçoit les besoins de main-d'œuvre des entreprises, des collectivités locales, des associations et des particuliers, et met à leur disposition des salariés en parcours d'insertion. L'AITA gère l'intégralité du processus administratif et juridique (recrutement, contractualisation, déclarations, paie). En parallèle, un suivi individualisé et renforcé grâce à une Conseillère d'Insertion Professionnelle (CIP) est mené par l'équipe permanente pour lever les freins périphériques à l'emploi (logement, mobilité, confiance), garantissant l'assiduité, la ponctualité et la montée en compétences des salariés délégués sur le terrain.

Modèle économique :

- L'AITA génère la majeure partie de ses ressources grâce à son activité de prestation commerciale de mise à disposition de personnel, facturée directement aux clients utilisateurs (entreprises, administrations, particuliers). Ces tarifs de facturation sont calculés au plus juste pour couvrir les coûts salariaux et de structure. Ce chiffre d'affaires commercial s'articule de manière complémentaire avec les aides au poste conventionnées versées par l'État pour

compenser l'effort d'encadrement social et d'ingénierie pédagogique, garantissant un modèle économiquement stable et performant.

Focus sur l'Impact :

- **Promesse Écologique** : En fournissant une main-d'œuvre de proximité immédiate aux acteurs économiques de l'agglomération angevine, l'AITA favorise les circuits courts de l'emploi et limite l'impact carbone des déplacements domicile-travail. De plus, l'association délègue régulièrement des agents d'accueil et de tri au sein des déchetteries et des plateformes de gestion des déchets du territoire, participant ainsi directement au déploiement de l'économie circulaire locale.
- **Promesse Sociale** : la promesse sociale prend une dimension unique grâce à sa proximité physique et stratégique avec l'ASPHA (Association de Services à la Personne Handicapée ou Âgée). Partageant le même siège historique situé à Angers et toutes deux membres fondatrices du fonds de dotation Entreprendre pour la Solidarité (EplS), les deux structures organisent une véritable passerelle vers le milieu ordinaire. *En amont* : L'AITA recrute, encadre et forme des salariés en insertion sur les métiers d'agents d'entretien, d'aides ménagères et d'auxiliaires de vie. *En aval* : L'ASPHA, spécialisée de son côté dans l'aide à domicile et le soutien à l'autonomie des seniors ou des personnes en situation de handicap à Angers, utilise l'AITA comme un vivier qualifié de recrutement. Une fois les compétences comportementales et techniques validées lors des missions d'intérim de l'AITA, l'ASPHA peut intégrer ces professionnels au sein de ses équipes permanentes (20 à 49 salariés), sécurisant ainsi leurs parcours vers des contrats durables du secteur ordinaire. Cette solution est particulièrement vertueuse et assure des passerelles notamment vers le secteur de l'aide à domicile, dont il est connu que les besoins vont considérablement s'accroître au cours des prochaines décennies compte tenu de l'évolution prévisible du nombre de personnes très âgées (+ 4 000 000 de personnes >80 ans d'ici 2070).

Les facteurs de réussite économique :

- L'AITA tire sa force de sa complète intégration dans l'écosystème institutionnel et économique de l'Anjou, étant officiellement agréée par le Département du Maine-et-Loire et par Angers Loire Développement (ALDEV). Cette reconnaissance en fait le partenaire privilégié des maîtres d'ouvrage et des entreprises du BTP pour la mise en œuvre opérationnelle des clauses de d'insertion dans les marchés publics. En combinant la réactivité d'une agence d'intérim classique avec l'ingénierie d'une structure inclusive, l'AITA sécurise le

sourcing RH de ses clients tout en garantissant un taux de réussite sociale élevé, appuyé par le réseau du collectif Entreprendre pour la Solidarité.

Contacts et infos pratiques :

- **Adresse :** 146 Avenue Victor Chatenay, 49100 Angers
- **Contact :** accueil@aita.fr | **Tél :** 02 41 60 34 84
- **Lien web :** <https://www.aita.fr/>
- **Fiche L'Annuaire des Entreprises :**
<https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/entreprise/aita-aita-391578648>
- **Fiche Le Marché de l'Inclusion :**
<https://lemarche.inclusion.gouv.fr/prestataires/assoc-aita-49/>
- **Fiche les Emplois de l'Inclusion :**
<https://emplois.inclusion.beta.gouv.fr/company/7871/card>

23 – GES Ulisse38

L'alliance stratégique de l'IAE et de TZCLD : la force de l'ensemblier au service de l'emploi territorialisé

- **Statut juridique** : SCIC à mission (depuis 2021) structurée en Groupe Economique Solidaire (GES) / UES.
- **Date de création** : 2000 (création officielle de l'ensemblier, la première structure historique datant de 1984).
- **Effectifs** : Regroupe 4 SIAE (1 EI, 1 AI, 1 ETTI et 1 ACI), ainsi qu'une Entreprise à But d'Emploi (EBE), soit 183 ETP de salariés en parcours insertion par an et 45 salariés permanents.
- **Chiffre d'Affaires** : 3 000 000€

L'enjeu :

- Les nouvelles structures d'insertion, comme les Entreprises à But d'Emploi (EBE) issues de l'expérimentation Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD), démarrent souvent seules avec des moyens limités pour structurer leurs fonctions administratives, financières et RH. Elles font face au défi de devoir se développer économiquement sur un temps court tout en embauchant massivement des personnes privées durablement d'emploi. Par ailleurs, sur des territoires urbains où l'offre d'insertion est déjà dense, il apparaît nécessaire de coordonner les dispositifs territoriaux plutôt que de les isoler, afin d'éviter toute concurrence stérile et de favoriser la coopération des structures qui partagent une même mission.

La solution :

- Le GES ULISSE38 est un ensemblier pionnier qui réunit sous une gouvernance unifiée quatre Structures d'Insertion par l'Activité Économique (Ulisse Grenoble Solidarité, Ulisse Services, Ulisse Intérim et Ulisse Energie) et, depuis juin 2024, une Entreprise à But d'Emploi (Ulisse SOLEEO). En devenant une SCIC à mission en 2021, Ulisse agit comme une structure de moyens qui mutualise les ressources et coordonne l'offre de services. Ce rapprochement inédit entre le monde de l'IAE et celui de TZCLD permet de proposer des parcours sur-mesure : les SIAE peuvent servir de "sas" de préparation avant une entrée en EBE, ou inversement, l'EBE peut s'appuyer sur l'ingénierie du groupe pour former et accompagner ses salariés, et éviter les "sorties sèches" à l'issue d'un parcours d'insertion infructueux.

Modèle économique :

- Le modèle repose sur la mutualisation poussée des coûts et des fonctions support (direction, comptabilité, RH, communication, formation) entre les cinq structures, allégeant ainsi les charges de chacune. Le groupe diversifie ses revenus en répondant à des marchés publics (traditionnels ou avec clauses d'insertion) et en proposant une offre globale aux clients publics et privés. La force commerciale du GES permet d'alimenter les structures en activités, notamment via des logiques de sous-traitance et de co-traitance internes. De plus, le GES permet de sécuriser la trésorerie de ses membres par des conventions de trésorerie internes, évitant ainsi les défauts de paiement lors des phases de fragilité. Enfin, le GES permet à l'ensemble des membres de bénéficier du réseau de relations économiques et politiques des autres membres, élargissant leur influence mutuelle.

Focus sur l'Impact :

- **Promesse Écologique** : En tant que société à mission, la SCIC Ulisse est particulièrement engagée dans l'adaptation au changement climatique, en impliquant ses salariés et ses partenaires commerciaux. Le groupe déploie des activités à forte utilité environnementale, comme l'accompagnement à la maîtrise de l'énergie pour les ménages en précarité via Ulisse Energie. Le groupe développe également des partenariats dans le champ de l'économie circulaire (en lien avec la SCIC Fabricanova).
- **Promesse Sociale** : L'intégration de l'EBE au sein du GES démultiplie les opportunités de parcours pour les personnes exclues du marché du travail. Le groupe dispose d'un poste dédié à la formation et aux ressources humaines pour accompagner la Gestion des Emplois et des Compétences (GEC), permettant aux salariés de construire un véritable projet professionnel à long terme. La mutualisation favorise également les passerelles (comme les Périodes de Mise en Situation en Milieu Professionnel - PMSMP) entre les différentes structures du groupe, garantissant que chaque bénéficiaire trouve la solution d'emploi la plus adaptée à ses difficultés et à ses aspirations.

Les facteurs de réussite économique :

- L'atout majeur du format "ensemblier" est la sécurisation et la professionnalisation des structures. Face aux crises managériales ou de croissance que peut traverser une structure isolée, le GES offre un filet de sécurité opérationnel immédiat. La stratégie commerciale globale évite la concurrence stérile sur le territoire et garantit une véritable complémentarité des activités. Enfin, ce format de groupe donne une force de frappe politique et institutionnelle : il facilite le "dialogue de gestion" avec les financeurs

institutionnels territorialisés (DDETS, Département, EPCI, France Travail) en leur offrant un interlocuteur unique et solide, capable de déployer une réponse exhaustive aux enjeux de l'emploi local.

Contacts et infos pratiques :

- **Adresse :** Siège social au 1, rue Hanquelin - 38 000 GRENOBLE.
- **Contact :** service.rh@ulisse38.com ; accueil@ulisse38.com ; grenoble-solidarite@ulisse38.com | **Tél :** 04 76 44 35 88
- **Lien web (Le GES et ses associations) :**
<https://ulisse38.com/la-cooperative-ulisse/nos-associations/>
- **Fiche L'Annuaire des Entreprises :**
 - Siège social GES ULISSE38 :
<https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/etablissement/5127380970002>
 - Ulisse SOLEEO :
<https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/entreprise/soleeo-900510801>
- **Fiche Marché de l'inclusion :**
 - Ulisse Intérim :
<https://lemarche.inclusion.gouv.fr/prestataires/e3i-entreprise-d-interim-d-insertion-de--38/>
 - Ulisse Services :
<https://lemarche.inclusion.gouv.fr/prestataires/assoc-emploi-38-38/>
 - Ulisse Energie :
<https://lemarche.inclusion.gouv.fr/prestataires/assoc-ulisse-energie-38/>
 - Ulisse Grenoble Solidarité :
<https://lemarche.inclusion.gouv.fr/prestataires/grenoble-solidarite-38/>
- **Fiche Les emplois de l'inclusion :**
 - Ulisse Energie :
<https://emplois.inclusion.beta.gouv.fr/company/5646/card>
 - Ulisse Services :
<https://emplois.inclusion.beta.gouv.fr/company/5408/card>
 - Ulisse Intérim :
<https://emplois.inclusion.beta.gouv.fr/company/1561/card>
 - Ulisse Grenoble Solidarité :
<https://emplois.inclusion.beta.gouv.fr/company/5344/card>

24 – Groupe ARCHER

Le groupement de territoire au service de la relocalisation industrielle locale

- **Statut juridique** : Groupe d'Economie Solidaire (GES) structuré autour d'une association loi 1901 et d'une SAS agréée ESUS (filiales marchandes et projets de développement économique).
- **Date de création** : 1987.
- **Effectifs du groupe** : Près de 1 000 salariés représentant plus de 350 équivalents Temps Plein en parcours d'insertion.
- **Chiffre d'affaires du groupe** : environ 18 000 000€

L'enjeu :

- Face aux vagues successives de désindustrialisation qui ont frappé de plein fouet des bassins mono-industriels historiques, à l'instar de Romans-sur-Isère, ancienne capitale mondiale de la chaussure de luxe, les mécanismes d'insertion par l'activité économique (IAE) classiques se heurtent parfois à une limite : l'absence d'emplois locaux disponibles à la sortie du parcours. Former et accompagner des personnes privées durablement d'emploi s'avère inefficace si le tissu productif local s'effondre. Le défi stratégique consiste donc à faire de l'économie sociale et solidaire un opérateur de solutions endogènes, capable de recréer de l'activité industrielle non délocalisable, de sauvegarder des savoir-faire de précision, et de structurer des coopérations territoriales multi-acteurs pour relancer l'emploi de proximité.

La solution :

- Le Groupe Archer s'est positionné comme une véritable « entreprise de territoire ». En s'appuyant sur une gouvernance unifiée, il coordonne et anime un écosystème d'une dizaine de structures complémentaires réparties sur 15 pôles d'activités. Le groupe combine habilement des services de proximité indispensables et des activités industrielles de pointe propices à la relocalisation.
Les structures et pôles regroupés autour de l'ensemblier comprennent notamment :
 - o **Association Intermédiaire pour la Réinsertion et l'Emploi (AIRE)** : Opérateur du groupe en milieu rural, dans le bassin de Valence, portant 4 Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI) comme la *Recyclerie Trésor*, la plateforme *Paillettes*, dédiée au réemploi et au déchiquetage de plastiques industriels, l'ACI Trésor Die, l'ACI PEPITE (réemploi du bois/ameublement durable), ainsi qu'une association intermédiaire (AI) proposant de la mise à disposition de personnel.

- o **Artim** : une ETTI couvrant tous les secteurs d'activité couverts : BTP, industrie, transport, propreté, espaces verts, maroquinerie, et bien d'autres.
- o **Arvert, Arnet, Arcoobat** : trois filiales dédiées respectivement aux aménagements paysagers d'insertion (espaces verts), au nettoyage de locaux et espaces extérieurs, et à l'éco-construction/rénovation du bâtiment.
- o **Le Resto du 114** : Un ACI par la restauration traditionnelle implantée à Valence.
- o **Atelier Cuir – Made in Romans** : Un atelier industriel d'insertion emblématique qui a permis de relocaliser la fabrication de chaussures et de maroquinerie de haute qualité au cœur de Romans, redynamisant la filière locale sous marque propre et pour des donneurs d'ordres.
- o **La Cité de la Chaussure** : Un tiers-lieu économique, artisanal et touristique de plus de 300 m² ouvert en 2019 et qui intègre 4 ateliers de fabrication collaboratifs et une vitrine commerciale valorisant plus de 15 marques locales fabriquées sur le bassin.
- o **Fab'T** : Un hub d'innovation territoriale et d'expérimentation, co-créé avec la collectivité Valence Romans Agglo, pour stimuler et incubé de nouvelles entreprises à impact positif. Le dispositif complète l'école de l'entrepreneuriat (formation gratuite à la création d'entreprise), ou encore ARCOOP (coopérative d'Activités et d'Emplois pour des entrepreneurs).

Modèle économique :

- Du côté de l'offre, le Groupe Archer active les dotations publiques de l'IAE pour compenser l'effort d'encadrement et d'accompagnement social. Du côté de la demande, il génère de solides revenus commerciaux (B2B, B2G, B2C) en vendant des prestations compétitives de sous-traitance, de nettoyage, d'espaces verts et de bâtiment aux acteurs locaux.
Il capte également la valeur ajoutée de la filière de la mode éthique grâce à la commercialisation directe de ses chaussures et maroquineries à l'échelle nationale. Les bénéfices générés par la SAS marchande sont systématiquement réinvestis dans la holding territoriale pour financer le développement des activités sociales et l'achat de nouvelles machines de production.

Focus sur l'Impact :

- **Promesse Écologique** : En relocalisant la fabrication de la chaussure et du textile en France, le groupe combat l'empreinte carbone désastreuse de la *fast-fashion*. L'engagement environnemental se traduit également par des

filières d'économie circulaire concrètes (Recyclerie Trésor, isolation thermique des bâtiments par Arcoobat, et traitement local des déchets plastiques post-consommation via la plateforme Paillettes).

- **Promesse Sociale** : Archer est un pilier de l'inclusion en Drôme-Ardèche. Le groupe redonne de la dignité et une haute qualification à des personnes très éloignées de l'emploi en les formant à des métiers d'art d'avenir (piquage, montage, découpe du cuir, sous-traitance technique), préservant ainsi des savoir-faire industriels patrimoniaux menacés de disparition.

Les facteurs de réussite économique :

- L'innovation majeure du Groupe Archer réside dans l'invention du concept d'« ensemblier de territoire » et sa structuration précurseur sous forme de Pôle Territorial de Coopération Économique (PTCE). En réunissant au sein de son siège (Pôle Sud) un réseau d'entreprises classiques, de structures d'insertion, d'acteurs de la formation (AFPA) et des tanneries d'excellence (Tanneries Roux), le groupe mutualise les coûts de structure, centralise les achats et crée des synergies de co-traitance massives. Il a prouvé qu'en analysant finement les coûts de revient unitaires et en pariant sur l'agilité locale, l'ESS pouvait concurrencer les pays à bas coûts. Ce modèle d'ingénierie territoriale montre la voie d'une réindustrialisation solidaire, souveraine et reproductible dans chaque bassin d'emploi français en déprise.

Contacts et infos pratiques :

- **Adresse** : Pôle Sud, 2 Rue Camille Claudel, 26100 Romans-sur-Isère (siège social du groupe Archer).
- **Contact** : direction@archer.fr ; aire-tresordie@archer.fr ; arvert@archer.fr ; contact114@archer.fr ; arnet@archer.fr ; aire-reemploi@archer.fr ; arcaph@archer.fr ; atout@archer.fr |
- **Lien web** : <https://www.archer.fr/>
- **Fiche L'Annuaire des Entreprises** : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/entreprise/groupe-archer-groupe-archer-494465776>



CONTACT

contact@pleinemploisolidaire.fr

POUR PLUS D'INFORMATIONS

<https://www.pleinemploisolidaire.fr/>